• Montréal mardi 25 juillet 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 122e année no 270 46 pages 4 cahiers 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 75¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

PHOTO IVAN ALVARADO, REUTERS

OUTGAMES > AVANT LA FÊTE, LA RÉFLEXION

EN PRÉLUDE AUX ÉPREUVES SPORTIVES, UNE CONFÉRENCE SE PENCHE SUR LES DROITS DES GAIS DANS LE MONDE.
ACTUEL PAGES **1** ET **2**

HOCKEY
GAINEY AVEC LE CANADIEN JUSQU'EN 2010
SPORTS PAGES **1** ET **2**

SOCIÉTÉ
LE FRÈRE UNTEL S'ÉTEINT
PAGES **A8** ET **A16**

ALIMENTS
AGRICULTURE ET MONDIALISATION
PAGES **A2** ET **A3**

Cessez-le-feu La secrétaire d'État en tournée diplomatique au Proche-Orient

RICE POSE SES CONDITIONS

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Au cours d'une visite-surprise à Beyrouth, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a dicté hier ses conditions pour un cessez-le-feu «viable» au Liban, essuyant un refus rapide de l'intermédiaire choisi par le Hezbollah.

Comme préalable à un arrêt des hostilités, Rice a posé le déploiement de l'armée libanaise et d'une force internationale dans le sud du Liban, ainsi que le retrait du Hezbollah au-delà du fleuve Litani, à une vingtaine de kilomètres au nord de la frontière libano-israélienne.

Négociant au nom du Hezbollah, le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a répliqué avec son propre mécanisme de règlement global, qui comprend un cessez-le-feu suivi par un échange de prisonniers entre le Liban et Israël.

Rice a refusé de discuter d'un tel échange de prisonniers, selon des sources libanaises citées par des agences de presse.

Le mouvement chiite libanais a provoqué la crise actuelle en enlevant deux soldats israéliens le 12 juillet dernier.

›Voir **BEYROUTH** en page A12

AUTRES TEXTES
Six pages à lire sur la crise

UNE MONTAGNE DE RÉFUGIÉS
PAGE **A5**

PHOTO RAMZI HAIDAR AFP ©

Malgré un semblant de négociations pour un cessez-le-feu au Proche-Orient, Beyrouth broie du noir, littéralement. Hier encore, un réservoir de carburant ciblé par l'armée de l'air israélienne laissait échapper un énorme nuage au-dessus de la capitale libanaise. Au premier plan, un appareil de Kurdistan Airways demeure sur la piste de l'aéroport international.

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
Beyrouth s'écrit maintenant avec un D.
Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ARTS **14**
Bandes dessinées	AFFAIRES **16**
Décès	AFFAIRES **15**
Forum	A **16** et **17**
Horaire télévision	ARTS **2**
Loteries	A **12**
Monde	A **14**
Mots croisés	AFFAIRES **14** et AFFAIRES **16**
Mot mystère	AFFAIRES **13**
Observateur	AFFAIRES **13**
Petites annonces	AFFAIRES **4** et AFFAIRES **13**

Météo
Orages, vents légers, maximum **28**, minimum **21**, plus de détails en page SPORTS **6**

L-V 6 21924 98765 1

Loterie vidéo Les revenus des appareils en baisse d'au moins 12 %

La loi antitabac fait perdre des millions à Loto-Québec

VIOLAINE BALLIVY

La loi antitabac éteint une part des profits de Loto-Québec. Depuis que les fumeurs doivent écraser avant d'entrer dans les bars et les salles de jeu, la société d'État a vu les revenus de ses appareils de loterie vidéo chuter de 12 à 15 % en moyenne. Chaque semaine, ce sont de deux à trois millions de dollars qui échappent ainsi à Québec.

L'entrée en vigueur de la loi antitabac aura donc réussi là où tous les programmes de lutte contre le jeu pathologique ont échoué : elle a fait diminuer la fréquentation des appareils de loterie vidéo (ALV). Malgré leur application, les recettes tirées des ALV avaient continué de croître au fil des ans. De 9,6 % en 2003-2004, puis de 5 % l'an dernier, pour atteindre 1,3 milliard de dollars. À l'inverse, si la tendance observée depuis le 1er juin se maintient, Loto-Québec engrangera 150 millions de moins cette année qu'en 2004-2005.

›Voir **DÉCROISSANCE** en page A12

JV JARDIN DE VILLE
À la manière de...
Jardin de Ville
Mobilier d'extérieur
www.jardindeville.com
Vente d'entrepôt à Mirabel du 27 au 30 juillet de -50% à -70%
Mirabel : 12400, De L'Avenir, Sortie 31 de l'autoroute 15 Nord Tél. : (450) 435-6046 • OUVERT EXCEPTIONNELLEMENT le dimanche 30 juillet
3409752

AGRICULTURE ET MONDIALISATION

DES PRODUITS QUÉBÉCOIS

Le contenu de votre panier d'épicerie est peut-être plus multiethnique que vous le croyez. Derrière des étiquettes de marques canadiennes et québécoises se cachent des cornichons indiens, du miel argentin et des champignons chinois. Les transformateurs alimentaires d'ici achètent de plus en plus de fruits et légumes d'ailleurs, produits pour moins cher.

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Après l'industrie du textile, du meuble et des services, l'agriculture fait face à la mondialisation. Certains agriculteurs québécois peinent à rivaliser avec les bas prix des produits en conserve et des fruits et légumes congelés qui arrivent directement de pays aux économies émergentes. Certains produits entrent au pays en vrac, d'autres arrivent fin prêts à être mis sur les tablettes des supermarchés.

« Quand je vais à l'épicerie, je m'amuse à tourner tous les pots de cornichons pour que les consommateurs voient bien la mention « produit de l'Inde » et qu'ils sachent ce qu'ils achètent », confie Gilles McDuff, président de la Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation. Selon lui, la compétition des produits étrangers est sournoise parce que le consommateur croit qu'il met dans son panier d'épicerie un produit québécois lorsqu'il choisit des asperges congelées d'une compagnie de Saint-Denis-sur-Richelieu ou des champignons en conserve d'une marque maison d'une grande chaîne d'alimentation. « Si l'étiquette était indienne ou chinoise, est-ce qu'autant de consommateurs en achèteraient ? Peut-être. Mais ce serait en toute connaissance de cause », dit-il.

« Ici, les règles de production sont très strictes, poursuit-il. Les agriculteurs québécois doivent se préoccuper de la protection de l'environnement et doivent payer des salaires décents à leurs employés. Les étrangers n'ont pas tous à faire ça. Ils payent parfois 15 fois moins cher pour leur main-d'oeuvre. » Gilles McDuff est consterné de voir que l'on se préoccupe si peu de la façon dont sont produits ces fruits et légumes que l'on retrouve dans nos garde-manger.

Un important transformateur québécois avoue qu'il n'y a pas de code éthique concernant les entreprises étrangères avec lesquelles il travaille. « Je ne crois pas que l'on fasse des vérifications pour savoir s'il y a des enfants qui travaillent (dans les entreprises agricoles étrangères) », explique Christian Malenfant, directeur marketing pour les Aliments Carrière, qui font notamment les fruits et légumes congelés Artic Garden. « On ne veut pas condamner les produits qui viennent d'ailleurs,

PHOTO ROBERT NADON, ARCHIVES LA PRESSE ©

Le Canada est un grand producteur de miel, mais environ 70 % du miel qu'on retrouve dans les supermarchés québécois est importé de l'étranger, surtout de l'Argentine.

Importés, mais sans pesticide

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Les produits qui arrivent de l'étranger subissent les mêmes tests de salubrité de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) que les produits locaux. N'en déplaise à ceux qui défendent l'agriculture locale à tout prix, les fruits et légumes qui ont été récoltés par les cultivateurs canadiens obtiennent des résultats semblables à ceux qui ont été cueillis à l'autre bout du monde et qui ont fait des milliers de kilomètres pour se rendre jusqu'à nos tablettes.

« Nous ne sommes ni plus ni moins exigeant envers les produits importés » prévient Alain Charrette, de l'ACIA, qui effectue ses tests au hasard, sur les fruits et légumes frais comme en conserve ou congelés. Les résultats obtenus sont tout à fait comparables : chaque année, environ 99 % des produits respectent les normes. L'Agence s'intéresse plus particulièrement à des produits qui arrivent de nouveaux marchés, précise aussi son porte-parole. Elle fonctionne aussi par dénonciation : si l'ACIA reçoit des informations lui permettant de croire qu'il y a un problème avec un produit, elle fera des tests ciblés.

Vraisemblablement, personne ne s'est plaint de la qualité des fraises congelées. Le quotidien *Le Nouvelliste* a révélé la semaine dernière que les fraises congelées qui entrent au Canada n'ont pas été testées depuis cinq ans. Aucun test bien qu'entre temps, l'importation de fraises de pays tels la Chine, l'Argentine et le Chili a explosé. « C'est vrai, concède Jacquelin Côté chef de l'inspection de la salubrité des produits transformés à l'ACIA, Nous procédons par échantillonnage. » Tester systématiquement tous les aliments qui entrent ici coûterait trop cher, dit-il. D'autres produits chinois sont passés par les laboratoires de l'ACIA ces dernières années, mais pas les fraises.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Les légumes et les fruits transformés sont souvent des dépanneurs en cuisine. Le consommateur moyen achète encore ces produits-là, en toute confiance.

Pour s'assurer de la qualité de leurs produits, les importateurs québécois font donc leurs propres vérifications. Si aux Aliments Carrière on s'intéresse peu au mode de production du pays d'origine, le produit final est observé avec précaution. Des tests sont effectués sur les fruits et légumes achetés à l'étranger pour s'assurer qu'ils répondent aux mêmes normes de sécurité alimentaire que ceux qui sont récoltés dans le champ du voisin. Même chose pour les marques maison des grandes chaînes.

Les cas de contamination sont extrêmement rares. Il y a quelques années, des fruits de mer provenant de l'Asie du Sud-Est contenait des taux d'antibiotiques anormalement élevés. L'ACIA a fermé nos frontières aux fruits de mer asiatiques transformés jusqu'à ce que les exportateurs puissent faire la preuve que leur produit était sécuritaire. Les conserves de chair de crabe thaïlandais sont alors réapparus derrière certaines marques maison canadiennes.

Des traces de pesticides dans les fruits et légumes transformés

Selon le dernier rapport de l'ACIA, 92 % des fruits et légumes locaux transformés ne contiennent aucune trace de pesticide. Pour les produits importés, la proportion glisse un peu, à 87 %. Mais ces produits qui contenaient des traces de pesticides avaient tous des taux en dessous de la limite sécuritaire fixé par Santé Canada.

Des munitions pour l'industrie du bio ? Oui, mais c'est plutôt une excellente nouvelle en général, selon Peter MacLeod, de l'organisme Croplife Canada, un regroupement pancanadien de l'industrie des pesticides. Le groupe dévoilait hier son étude du rapport annuel de l'ACIA et se félicitait des bas taux de résidus retrouvés dans les fruits et légumes canadiens. Trop bas pour inquiéter qui que soit, dit Peter Macleod : « À ce compte-là, il faudrait manger 2200 laitues ou 9000 pommes tous les jours, durant toute une vie, avant que le taux de pesticides ne soit dommageable. »

Les légumes et les fruits transformés sont souvent des dépanneurs en cuisine. « Bien sûr, il y a les gens qui achètent exclusivement des produits biologiques, qui font très attention à ce qu'ils mettent dans leur panier, dit Carole Lechasseur, de Transformation alimentaire Québec. Mais tout le monde n'a pas cette chance. Le consommateur moyen achète encore ces produits-là, en toute confiance. Le Canada a un historique de qualité et de contrôle, avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Des histoires d'empoisonnement alimentaire, il n'y en a pratiquement jamais ici. »

AGRICULTURE ET MONDIALISATION

QUI POUSSENT AILLEURS

on veut simplement sensibiliser les consommateurs à ce nouveau phénomène et mieux identifier les produits locaux », dit Carole Lechasseur, de Transformation alimentaire Québec. Cet organisme gouvernemental travaille justement à un programme pour inciter les responsables de services alimentaires (cafétérias) à acheter québécois.

Code éthique

L'industrie alimentaire refuse de dévoiler des chiffres quant à son utilisation de fruits et légumes de transformation achetés à l'étranger. « Ils ne donnent pas de chiffres, mais on le voit sur le terrain, dit Gilles McDuff. Dans le nombre d'agriculteurs qui perd ses contrats. »

« On n'a plus le choix de faire affaire avec des étrangers », dit Christian Malenfant, d'Aliments Carrière. Effectivement, les pressions économiques sont énormes sur les transformateurs alimentaires. Surtout dans le contexte québécois où les trois grandes chaînes, Sobeys (IGA), Metro et Provigo, contrôlent plus de 90 % des épiceries au Québec.

Certains agriculteurs québécois peinent à rivaliser avec les bas prix des produits en conserve et des fruits et légumes congelés qui arrivent directement de pays aux économies émergentes.

Mais si chez Aliments Carrière on avoue s'intéresser uniquement à la qualité du produit final plutôt qu'au mode de production, Metro et Provigo ont des règles éthiques autrement plus strictes. « Nous nous assurons de la qualité de l'entreprise avant de faire affaire avec elle », dit Sophie McGreevy, conseillère en communications pour Provigo inc. L'entreprise canadienne envoie des équipes visiter les usines de production avec lesquelles elle travaille. Elle fait aussi ses propres tests pour s'assurer de la sécurité alimentaire des produits maison qui se retrouvent sur ses tablettes.

Certains fruits et légumes ne sont pas disponibles en quantité suffisantes au Québec pour les transformateurs alimentaires. L'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) digère moins bien les cas où des agriculteurs perdent des contrats au profit de producteurs étrangers. Le président de l'UPA, Laurent Pellerin, a fait des cornichons son exemple du danger de la mondialisation tant les agriculteurs québécois ont perdu du terrain au profit des agriculteurs étrangers. Cet été, les producteurs de concombres à marinade ne récolteront que le tiers de leur récolte de 2000, en superficie, par manque de contrat. La plupart des cornichons qui sont maintenant sur les tablettes des supermarchés québécois viennent directement de l'Inde. La compétition est aussi féroce pour d'autres productions. Le miel, notamment. Le Canada est un grand producteur de miel, mais environ 70 % du miel qu'on retrouve dans les supermarchés québécois est importé de l'étranger, surtout de l'Argentine. Ce que déplore Jean-François Doyon, président de la Fédération des apiculteurs du Québec. « Nos normes de production sont très contraignantes, dit-il. Surtout au niveau de l'utilisation d'antibiotiques. »

Qui dit conditions strictes, dit coûts de production plus élevés. « Si les produits qui entrent ici étaient assujettis aux mêmes règles, le Québec serait très compétitif », dit Jacques Légaré, président du CTAC, le Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation. « Depuis le début de l'année, une usine de transformation ferme ses portes tous les mois au Québec. Si ça continue comme ça, nous allons perdre notre patrimoine alimentaire. »

Règles d'étiquette

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Plusieurs associations de l'industrie agroalimentaire québécoise, dont l'Union des producteurs agricoles, souhaiteraient qu'Ottawa modifie les règles d'étiquetage afin que les consommateurs sachent vraiment ce qu'ils mettent dans leur panier d'épicerie.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) doit s'assurer que les informations présentées sur l'étiquette d'un produit alimentaire soient vraies et non trompeuses. Le pays d'origine doit être mentionné clairement sur un sac de fruits ou légumes congelés ou en conserve. À moins qu'il s'agisse d'un mélange d'ingrédients de provenances différentes. Si une macédoine contient des carottes de Belgique, des pois chinois et des haricots américains, la provenance des ingrédients ne sera pas mentionnée.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) doit s'assurer que les informations présentées sur l'étiquette d'un produit alimentaire soient vraies et non trompeuses.

Une règle mathématique vient aussi compliquer les choses, si le transformateur québécois a acheté des ingrédients étrangers en vrac et les a manipulés ici. S'il a dépensé plus de 50 % du coût total de production ici, il peut indiquer qu'il s'agit d'un produit fait au Canada. Bien qu'il n'y ait aucun légume canadien à l'intérieur de son sac.

Fraises d'ailleurs, chocolat d'ici

Ce serait aussi le cas pour « une confiture faite avec des fraises argentines et du sucre américain », explique Huguette Robichaud, de l'ACIA. Si plus de 50 % de la valeur du produit, et non des ingrédients, a été dépensé ici, la confiture est « faite au Canada ». Un transformateur peut aussi apposer la mention « fait au Canada » si une transformation « substantielle » est faite ici. Ce point irrite particulièrement des producteurs québécois, qui voient mal pourquoi un fruit de l'Afrique du Sud trempé dans le chocolat, par exemple, pourrait devenir canadien.

Quant aux indications « catégorie de choix » ou « catégorie de fantaisie », elles se réfèrent à la qualité du produit et non à sa provenance. Quand le produit est canadien, le transformateur pourra alors ajouter « catégorie Canada de choix ».

La Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation travaille sur une identification des produits locaux pour les produits emballés qui permettrait au consommateur qui le désire de mettre dans son panier un sac de haricots cueillis au Canada plutôt que le sac voisin, qui vient d'on ne sait trop où.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

39 % des familles québécoises achètent des légumes en conserve.

L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

› Il y a 29 825 agriculteurs au Québec.
› 85 % de leur production est transformée.
› L'industrie des fruits et légumes de transformation embauche 1900 travailleurs.
› 39 % des familles québécoises achètent des légumes en conserve.
› Le Canada produit l'équivalent de 120 % de sa consommation de miel, mais en importe malgré tout.
› Le Canada a importé pour 12 millions de dollars de légumes surgelés en 2004.
› En 2002, le Canada a importé 116 tonnes de pois chinois; il n'en avait importé que quatre tonnes cinq ans auparavant.

Sources : *Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, le Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation, Statistique Canada, Table filière des légumes de transformation, Union des producteurs agricoles du Québec, Fédération des apiculteurs du Québec.*

— Stéphanie Bérubé

JOUR 13 UNE LUEUR D'ESPOIR

Des Canadiens en sécurité après une évacuation dramatique

PRESSE CANADIENNE

BEYROUTH — Des soldats canadiens ont effectué une incursion dangereuse en territoire contrôlé par le Hezbollah, hier, pour faire sortir des ressortissants canadiens de la ville qui subit les plus violents bombardements au sud du Liban.

Une douzaine de civils ont été rescapés par un nombre plus grand de militaires et conduits à bord d'un bateau à Tyr, réduit en ruine par de constants bombardements israéliens. « Ç'a été 13 jours de bombardements – tous les jours, nuit et jour », a raconté Adouy Ali, un Montréalais, aux journalistes présents à Chypre. Il était accompagné de sa femme enceinte et de deux enfants. « C'est pourquoi nous sommes fatigués, et les enfants sont fatigués eux aussi. Il y a beaucoup de colère parce que tout est contre les civils. Tous les gens qui meurent sont des civils – tous les jours. »

La mission de sauvetage soutenue par les troupes des Nations unies et de plusieurs pays s'est déroulée sous une pluie de tracts largués par un avion israélien. Des insurgés ont répliqué par des tirs d'armes légères. « Il y a eu un peu d'agitation (...) Un avion est passé et a largué des tracts tout près d'eux et il y a eu des tirs d'armes légères ensuite, a raconté Shane Brennan, le leader d'une équipe d'experts de l'armée chargée de soutenir l'opération. Mais tout est demeuré calme et l'évacuation s'est poursuivie. »

« Il y a beaucoup de colère parce que tout est contre les civils. »

Selon M. Ali, d'autres Canadiens ont toujours besoin d'aide. Un navire affrété par le Canada doit quitter Tyr, demain, avec d'autres évacués à son bord. Mais M. Ali se demande comment les gens réussiront à atteindre le port de Tyr.

L'opération à haut risque à Tyr contrastait avec l'atmosphère plus paisible régnant au principal centre d'évacuation des Canadiens à Beyrouth. Le personnel sur place ayant constaté que les demandes d'évacuation de la capitale fléchissaient, l'équipe chargée de l'évacuation des ressortissants canadiens au Liban a décidé d'accueillir toute personne détenant un passeport canadien à compter d'aujourd'hui.

Jusqu'à hier, le ministère des Affaires étrangères avait offert le rapatriement à plus de la moitié des 39 000 citoyens canadiens se trouvant au Liban. On recommandait alors à ces personnes d'attendre que l'ambassade les appelle.

Jusqu'à présent, seulement 7500 personnes se sont prévalues de l'offre du Ministère de les rapatrier au Canada, malgré la gravité de la situation dans le sud du Liban et l'incertitude qui pèse désormais sur l'avenir du pays tout entier.

L'ambassadeur canadien à Beyrouth, Louis de Lorimier, a fait savoir que l'évacuation se poursuivrait jusqu'à ce que tous les citoyens qui souhaitent quitter le Liban soient partis. « Nous allons évacuer des gens toute la semaine, a dit M. de Lorimier. La demande est moins grande. Sans aucun doute, des gens sont partis par eux-mêmes. Certaines personnes ont probablement décidé de rester. »

Au total, 1187 Canadiens ont été évacués de Beyrouth hier – c'est moins de la moitié du nombre d'évacués de la veille.

La décision de modifier la procédure d'évacuation en offrant le rapatriement à tous les détenteurs de passeport qui se présenteront, plutôt qu'aux seuls ayant reçu l'appel de l'ambassade, a été expliquée par un représentant des Affaires étrangères au cours d'une séance d'information à Ottawa.

« On s'est aperçu, a-t-il dit, que des personnes que nous appelons sont déjà parties. Plutôt que de gaspiller du temps et des efforts à faire cela, nous estimons que nous devons envoyer un message à ceux qui pourraient vouloir partir », a fait savoir un fonctionnaire qui a préféré garder l'anonymat.

Au sujet des Canadiens pris au piège dans le sud du Liban et qui voudraient fuir, il a indiqué que ceux-ci avaient été avisés de se diriger vers le port de Tyr demain matin, le 26 juillet, et de ne pas attendre d'autre communication de la part de l'ambassade à Beyrouth. Ils doivent apporter avec eux leurs passeports ou tout autre document de voyage et se présenter à 9 h, heure locale. Des fonctionnaires ont demandé aux médias de diffuser l'information à l'intention des Libanais au Canada susceptibles d'être en contact avec des proches et des amis à Tyr.

En sûreté à Chypre

PHOTO SAMUEL ARANDA, AFP

Une Canadienne récemment évacuée du Liban vient d'arriver dans cette école de Larnaca avec son enfant. Tous deux s'y installeront en attendant que l'on soit prêt à les rapatrier.

Un vieux cycle de violences

JOONEED KHAN

ANALYSE

Le nouveau conflit armé au Proche-Orient est le retour de violences cycliques impliquant Israéliens, Palestiniens, Libanais et Syriens qui remontent à 1975, quand éclata au Liban une guerre qui devait durer 15 ans.

Détonateur de cette guerre: le 13 avril 1975, des inconnus tirèrent sur des chefs de la milice chrétienne des Phalanges dans Beyrouth-Est, tuant quatre personnes; quelques heures plus tard, des phalangistes tuèrent 27 ouvriers palestiniens à bord d'un autocar.

Contexte de la guerre: en quittant le Liban en 1943, la France laissa en place le « Pacte national » qui, sur la base du recensement de 1932, favorisait les chrétiens à six contre cinq dans le partage du pouvoir aux dépens des musulmans.

Les chrétiens acceptèrent de renoncer au soutien militaire de la France, et les Arabes reconnurent le Liban dans ses frontières de 1920, rejetant les revendications de la Syrie.

Mais la démographie galopait. Les musulmans voulaient réviser le « Pacte national ». Et les chiites, plus nombreux et plus pauvres, exigeaient leur juste part.

Avant le Hezbollah, l'OLP

Il n'y avait pas encore de Hezbollah. Mais il y avait les Palestiniens, avec leurs réfugiés et leurs combattants des divers courants de l'OLP, qui s'allièrent aux « progressistes », alors qu'Israël soutenait les Forces chrétiennes.

Comme en 1975, la Syrie réclame le Golan et les Palestiniens veulent leur État en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est – et le Liban exige désormais les « fermes de Chebaa ». Et Israël veut la paix. Mais la force continue de prévaloir.

Coup de théâtre en juin 1976: avec l'approbation de Washington et des régimes arabes de droite, la Syrie envoya 40 000 hommes pour empêcher les chrétiens d'être submergés par les forces « palestino-progressistes » au Liban.

Outre ses prétentions sur le Liban, la Syrie avait perdu les hauteurs du Golan à Israël dans la guerre de Six Jours (juin 1967), tandis que les Palestiniens avaient perdu la Cisjordanie (gérée par la Jordanie) et Gaza (administrée par l'Égypte), et que l'Égypte avait perdu le Sinaï.

En 1978, Israël envahit le Liban jusqu'au fleuve Litani pour chasser les Palestiniens opérant dans la zone.

L'ONU adopta les résolutions 425 et 426 appelant au retrait des troupes israéliennes et des fedayins palestiniens, et déployant une Force d'interposition, la FINUL. Israël ne se retira qu'en 2000.

Deuxième invasion israélienne

En juin 1982, Israël poussa son intervention jusqu'à Beyrouth, pour expulser l'OLP du Liban. Les phalangistes massacrèrent les réfugiés à Sabra et Chatila assiégés par l'armée israélienne et l'OLP fut contrainte de s'exiler à Tunis.

Mais le chef des Phalanges, Béchir Gemayel, qu'Israël souhaitait comme président du Liban, fut assassiné dans un attentat massif. Cette année-là naquit le Hezbollah.

La guerre prend fin en 1990 avec l'accord de Taïf, supervisé par l'Arabie Saoudite : le partage confessionnel du pouvoir au Liban est maintenu, mais les chiites améliorent leur représentation au Parlement.

En se retirant en 2000 du sud du Liban, Israël a conservé une petite zone, dite « les fermes de Chebaa », que l'ONU juge territoire syrien occupé, mais que le Liban revendique, appuyé par la Syrie.

Sommée par l'ONU après l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri, la Syrie s'est retirée du Liban en avril 2005. Comme en 1975, la Syrie revendique toujours le Golan, les Palestiniens veulent leur État en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est – et le Liban réclame désormais les « fermes de Chebaa ». Et Israël veut la paix. Mais la force continue de prévaloir.

L'Irak inquiet

JOONEED KHAN

L'offensive israélienne au Liban a un impact direct sur l'Irak, où les chiites au pouvoir sont solidaires du Hezbollah libanais et de leurs alliés, la Syrie et l'Iran.

Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, qui a dénoncé « l'agression d'Israël contre le Liban », s'en est inquiété hier à sa première visite à Londres. Il fera part de ses inquiétudes aujourd'hui et demain à Washington.

« Je crains que ce qui se passe au Liban ne provoque une grande poussée d'intégrisme et n'envoie un message négatif à tous ceux qui veulent la paix », a dit Maliki en conférence de presse commune avec son homologue britannique, Tony Blair.

Il a insisté sur l'interdépendance des États arabes et musulmans: « Ce qui affecte une des nations affecte les autres. Nous avons des frontières et des intérêts communs », a-t-il dit.

« Catastrophe », dit Blair

Tony Blair a reconnu pour la première fois que la situation au Liban était une « catastrophe ». Il est attendu vendredi à Washington, et il a dit travailler à un plan de cessez-le-feu « dans les prochains jours ».

À la BBC, Maliki a déclaré que « les destructions ont atteint des niveaux inacceptables » au Liban et elles « ne sont pas cohérentes avec les règles de la guerre ».

En Irak, le courant chiite radical a dénoncé la visite de Maliki à Londres et Washington. Moqtada Sadr avait appelé Maliki à ne pas se rendre aux États-Unis, qu'il considère hostiles aux musulmans. « Cette visite va ébranler la confiance du peuple dans le gouvernement », a dit hier Falah Chanchal, chef du bloc de députés sadristes, accusant « le trio diabolique formé par Israël, la Grande-Bretagne et les États-Unis de s'activer pour porter atteinte au peuple irakien ».

35 millions d'aide

Bagdad a annoncé hier une aide de 35 millions de dollars au Haut Comité des secours au Liban, tandis que les mouvements politiques multipliaient les manifestations de solidarité avec les Libanais.

Les violences ont fait hier au moins 26 morts et des dizaines de blessés en Irak même, et le procès de Saddam Hussein a repris devant le Haut Tribunal pénal irakien sans ses principaux acteurs, le président déchu étant hospitalisé en raison de sa grève de la faim et les avocats de la défense boycottant l'audience.

À Washington, un haut responsable de l'armée irakienne, le général Nasir Abadi, a dressé un tableau noir de la situation en Irak, estimant que les États-Unis et leurs alliés irakiens avaient « manqué de jugement » dans leur gestion de l'après-Saddam.

Avec AFP, AP, Reuters, BBC, Al-Jazira

JOUR 13 UNE LUEUR D'ESPOIR

PHOTO NIKOLA SOLIC, REUTERS ©

Ces enfants déplacés par la guerre n'iront pas grossir le flot des Libanais qui se réfugient dans les montagnes. Ils attendent, dans le port de Tyr, d'être évacués vers Chypre.

La montagne déborde de réfugiés

HUGO MEUNIER
ENVOYÉ SPÉCIAL
LIBAN

BEYROUTH — Nous sommes à Kayfoun, pittoresque petit village perché dans les montagnes, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale libanaise. D'ordinaire, environ 5000 personnes y cohabitent et entretiennent jalousement ce petit coin de paradis situé en retrait des tumultes de la grande ville. Mais aujourd'hui, 60 000 personnes s'y entassent.

Pour fuir les ravages de la guerre, des milliers de Libanais habitant les régions du Sud grimpent au nord pour trouver refuge dans des villages éparpillés dans les montagnes.

Au total, l'Organisation mondiale de la santé estime que 600 000 Libanais ont plié bagage en quête d'un lieu sûr au pays.

Ce flot de déplacés commence déjà à provoquer des débordements à certains endroits. Si les bombes israéliennes constituent la principale menace pour les Libanais, le spectre d'une crise humanitaire plane désormais au-dessus des réfugiés.

À Kayfoun, la nourriture est encore acheminée en abondance de Beyrouth, mais l'eau et le lait commencent à se faire rare.

Pour atteindre cette bourgade, il faut emprunter une route serpentine qui nous transporte assez haut en altitude. De cet endroit, la vue est imprenable sur Beyrouth et ses maisons incrustées dans le flanc des montagnes rocheuses.

Avant même d'atteindre les portes de la ville, on sait que le village approche, seulement par l'augmentation considérable du flot des voitures.

Les passagers sont d'ailleurs nombreux, parfois sept ou huit, à s'entasser dans les bagnoles qui prennent la ville d'assaut. Et c'est sans compter les bagages.

La plupart de ces réfugiés sont des proches ou des voisins, qui viennent rejoindre des relations qui habitent le coin.

Une fois arrivée à Kayfoun, la scène frappe : des automobiles sont garées dans tous les sens, les gens grouillent de partout, des camions transportent des vivres et des commerçants vendent des vêtements directement sur le toit de leur voiture.

« Dans l'immeuble où je suis, on est trois ou quatre familles, donc à peu près 20 personnes par appartement. Les gens doivent s'asseoir et dormir à tour de rôle », a raconté Zeinab Khatoun, réfugiée.

Au carrefour de quelques routes obstruées par un bouchon de circulation, un adolescent s'improvise policier et s'époumone dans un sifflet.

Sorte de Mont-Tremblant libanais, Kayfoun abrite de luxueuses résidences et appartements, sans compter les BMW, Mercedes et autres bolides aperçus.

Plusieurs villégiateurs et ressortissants étrangers y possèdent une résidence secondaire.

Pour visiter cette communauté à forte majorité chiite, où flotte bien bas l'ombre du Hezbollah, il faut d'abord obtenir l'autorisation du maire de la ville.

Dans les immeubles à logements, chaque espace est comblé. Même les endroits où il n'y avait personne ont ouvert leurs portes. Pas moins de 1000 personnes s'entassent dans la seule école du village. « Dans l'immeuble où je suis, on est trois ou quatre familles, donc à peu près 20 personnes par appartement. Les gens doivent s'asseoir et dormir à tour de rôle », a raconté Zeinab Khatoun, réfugiée du Sud.

Même si le village a l'air d'un havre à l'abri des bombes, la jeune femme de 19 ans a constaté que les gens ont peur. Aucune bombe n'est tombée à cet endroit, mais les explosions résonnent dans les montagnes.

Sur la pelouse d'un autre immeuble, une poignée d'hommes fixent attentivement la vieille télévision installée dehors.

Étrange sensation que celle de voir leurs yeux rivés sur les derniers développements d'une crise qui secoue leur propre pays.

Dans un des logements du bâtiment, ils sont une soixantaine à vivre entassés. L'appartement, équivalent d'un grand sept et demi, ne contient aucun meuble. Le propriétaire des lieux accepte de le prêter gratuitement aux réfugiés.

Dans le couloir, une vieille dame ridée aux yeux à demi fermés avance faiblement en s'appuyant sur sa canne. Soudain, elle soulève une de ses petites jambes du sol et l'agite en avant, pour mimer son désir de botter le derrière d'Israël. Une performance qui fait éclater de rire un groupe d'enfants réunis autour d'elle. Ces derniers représentent environ les deux tiers des occupants de l'appartement.

La plupart des gens rencontrés dans la ville vouent un culte au mouvement islamiste chiite. « On n'a pas d'eau, pas de lait, mais l'important pour nous est de tuer des Israéliens et des Américains », a lancé une jeune mère, un bébé de quelques mois dans les bras.

lexus.ca

Et si vous pouviez vivre un moment d'anticipation suivi d'un moment de confort puis d'un moment de plaisir ? Eh bien, c'est possible. Approchez-vous simplement d'une Lexus GS 300 et anticipez ce qui est sur le point d'arriver. Ensuite, prenez place dans le siège du conducteur capitonné de cuir. Un confort sublime y règne. Puis, appuyez sur le démarreur pour libérer les 245 ch de son V6. L'accélérateur s'occupera du reste. Partez en quête du moment. Visitez lexus.ca ou composez le 1 800 26-LEXUS.

ET SI VOUS POUVIEZ EFFACER LE TEMPS ENTRE CES MOMENTS DE PUR BONHEUR ?

GS 300 2006 À PROPULSION

• Moteur V6 de 3,0 litres et 245 chevaux • Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule et régulateur de traction • Système audio Lexus haut de gamme à 10 haut-parleurs • Système SmartAccess avec démarrage à bouton-poussoir • Compatibilité Bluetooth • Intérieur cuir • Sièges avant chauffants

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
64 300$†

LOCATION DE 48 MOIS
2,9 % TAP* 638$* /MOIS
ACOMPTE DE 9 940$*
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ*
LOUEZ UN MODÈLE À TRACTION INTÉGRALE POUR SEULEMENT 20 $ DE PLUS PAR MOIS††

FINANCEMENT
2,9 % TAP**

GS 300
GS 300 AWD
GS 430

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

3416118A
3416131

*† Modèle Lexus neuf GS 300 2006 à propulsion (BH96ST « A ») à un PDSF de 64 300 $. Transport et préparation (1 775 $), immatriculation, assurances, taxes applicables, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. * Plan de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf Lexus GS 300 2006 à propulsion (BH96ST « A »)/ †† modèle Lexus neuf GS 300 2006 à traction intégrale (CH96ST « A ») jusqu'au 31 juillet 2006. Location basée sur un terme de 48 mois, 2,9 % TAP et PDSF de 64 300 $/††PDSF de 66 700 $. Paiement mensuel de 638,05 $/††658,02 $ avec acompte de 9 940 $ ou échange équivalent, premier paiement mensuel, dépôt de sécurité de 0 $ et frais de transport et de préparation de 1 775 $ exigibles au début du bail. Basé sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 0,15 $ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 $ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. Coût total de la location à 42 341,47 $/††43 299,80 $ (incluant acompte, dépôt de sécurité, transport et préparation) et prix de l'option d'achat à 25 720 $/††27 347 $. Immatriculation, assurances, taxes applicables, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. ** Plan de financement de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Taux de financement de 2,9 % TAP/jusqu'à 60 mois à l'achat d'un modèle Lexus neuf GS 300 2006 à propulsion (BH96ST « A ») jusqu'au 31 juillet 2006. Transport et préparation (1 775 $), immatriculation, assurances, taxes applicables, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.*

JOUR 13 UNE LUEUR D'ESPOIR

PHOTO LEFTERIS PITARAKIS, AP

Des Libanais détenant des passeports étrangers sont évacués du Liban via le port de Tyr.

La générosité de Téhéran soulève la colère des Iraniens

MICHAEL SLACKMAN
THE NEW YORK TIMES

TÉHÉRAN — Ce qui se passe au Liban provoque énormément de colère ici, mais cette colère n'est pas seulement le résultat de l'artillerie, des missiles et des bombes que fait pleuvoir Israël.

« Bien sûr que je suis en colère, lance Hamid Akbari, 30 ans, livreur. Tous nos revenus s'en vont en Palestine et au Hezbollah », ajoute-t-il.

Depuis des décennies, l'Iran est le grand commanditaire du Hezbollah et il a contribué à en faire une milice chiite, lui fournissant argent, expertise et armes. Mais maintenant que le Hezbollah est engagé dans une véritable bataille avec Israël, les dirigeants iraniens maintiennent catégoriquement qu'ils n'ont rien à voir avec les événements qui ont déclenché la crise actuelle.

Cela peut tenir à la crainte ou à l'inquiétude que les États-Unis et l'Europe ne punissent l'Iran s'il est démontré que Téhéran y est pour quelque chose. Mais il est bien possible que les autorités iraniennes surveillent de près leur public. Lors d'entrevues menées au centre de Téhéran samedi dernier, tous ont dit la même chose: l'Iran devrait s'occuper de ses propres problèmes avant de s'engager dans les batailles des autres.

« Nous, Iraniens, avons une maxime, indique Ali Reza Moradi, 35 ans, portraitiste qui travaille dans une petite boutique au centre de la ville. Sauvons notre propre maison, on sauvera la mosquée après. Bien des gens pensent comme ça. Le gouvernement devrait aider son propre peuple d'abord et aider ensuite les Libanais. »

Après l'éviction d'un gouvernement dirigé par des sunnites en Irak et la déroute des talibans en Afghanistan, l'Iran a vu son influence grandir dans la région. Et tandis que les capitales arabes sunnites du Caire, d'Amman, en Jordanie, et de Riyad, en Arabie Saoudite, eurent vu leur influence politique diminuer dans la région, l'Iran a tenté de combler le vide. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, est devenu extrêmement populaire auprès de nombreux Arabes en raison de ses prises de position dures à l'endroit de l'Occident et d'Israël. Et le rôle de l'Iran à titre de commanditaire du Hezbollah et du Hamas lui a fourni une influence sans égale sur les deux groupes radicaux qui ont établi le programme politique de la région, bien davantage que les gouvernements.

Mais en Iran même, les choses sont un peu plus nuancées. Bien que l'Iran dispose de l'une des plus grandes réserves pétrolières connues, le pays est incapable de raffiner suffisamment de pétrole pour répondre à ses propres besoins en essence, alors les prix augmentent. M. Ahmadinejab peut bien avoir été élu grâce à un message économique populiste, dans les rues, les gens font état de plus de difficultés, de chômage à la hausse et de prix plus élevés.

« Nous, Iraniens, avons une maxime. Sauvons notre propre maison, on sauvera la mosquée après. »

La crise du Hezbollah est survenue dans une période où l'anxiété était déjà plus grande. Nombre d'Iraniens sont déjà nerveux à la perspective de sanctions qui découleraient du programme nucléaire de leur gouvernement. Les Iraniens se sont ralliés à l'argument avancé avec force par leur gouvernement et voulant que la puissance nucléaire constitue un droit inaliénable. Et s'ils sont peut-être disposés à subir un plus grand isolement du fait de quelque chose qu'ils estiment être de leur droit, ils manifestent beaucoup moins d'unité en ce qui concerne la défense du Liban, ont indiqué de nombreuses personnes samedi. Malgré le leadership autoritaire du pays, il arrive souvent que les Iraniens ne mâchent pas leurs mots pour exprimer leurs opinions politiques et ils sont nombreux à accepter qu'on les cite en indiquant leur nom.

« Laissez-les se battre entre eux jusqu'à ce qu'ils s'épuisent, lance Reza Muhammadi, 33 ans, qui tient une petite épicerie au centre-ville. Les pays arabes ne soutiennent pas le Hezbollah, mais mon pays, oui. Ils donnent ma part aux Arabes. »

M. Muhammadi soutient qu'il travaille six jours par semaine, de 7 h à 22 h, pour nourrir sa famille. Alors, dit-il, il n'a aucune indulgence pour les engagements financiers de son gouvernement à l'étranger. « Mon Parlement a donné son approbation à ce que 1 % de notre budget aille à la Palestine, raconte-t-il. Pourquoi ça ne me mettrait pas en rogne? »

Bien sûr, de tels sentiments ne sont pas partagés par tous. On trouve des gens comme Zahra Etefaghian, 51 ans, qui tient un petit café près du musée d'art et qui dit: « Nous devrions vraiment les soutenir et nous devons en assumer les conséquences. Dans des moments d'urgence comme celui-ci, nous devons aider les peuples musulmans. »

Mais les allusions à des actions iraniennes directes au Liban sont officiellement déconseillées et niées. Il semble que tout le monde ici fasse des pieds et des mains pour dire avec insistance que l'Iran n'a joué aucun rôle dans le déclenchement de la crise, ajoutant que le Hezbollah est trop loin et trop indépendant pour être contrôlé par Téhéran. Mais que l'Iran ait joué ou non un rôle pour déclencher la crise a semblé peu pertinent aux yeux des gens interrogés.

PHOTO RAMZI HAIDAR, AFP

Les pompiers tentent de maîtriser un incendie à la suite d'un bombardement israélien près de l'aéroport international de Beyrouth.

GS
Des lignes sculptées, une performance extraordinaire et une technologie de pointe. La GS 2006 entièrement redessinée présente la simplicité et l'élégance du design L-Finesse.
* Détails chez les concessionnaires.
GS 430 2006 | 1,1 % location avec le dépôt 6 750 $ remboursable *
SC
Avec son attitude dominante, sa tenue de route précise et ses lignes exquises, la SC 430 continue à se démarquer dans sa catégorie.
SC 430 2006 | 4,1 % location avec le dépôt 9 000 $ remboursable *
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. LEXUS
« Kaizen » est la philosophie de l'amélioration permanente. Laissez-nous vous montrer comment.
LEXUS Gabriel
3303 Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
514.747.7777
www.gabriel.lexus.ca
LEXUS Prestige
5770, Boul. Taschereau
Brossard
450.923.7777
www.prestige.lexus.ca
Lexus Gabriel – gagnant du Prix de l'Excellence Lexus 2005
3412209A
3412240

JOUR 13 UNE LUEUR D'ESPOIR

LES FAITS SAILLANTS

Depuis le début des hostilités, 384 personnes ont été tuées au Liban, dont 20 soldats libanais et 11 militants du Hezbollah.

En Israël, le bilan s'élève à 39 morts, dont 17 civils tués par les roquettes du Hezbollah et 22 soldats.

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a fait une visite éclair à Beyrouth hier, avant de se rendre à Jérusalem en soirée. Elle juge « urgente » la fin des hostilités et souhaite que celle-ci coïncide avec déploiement d'une force internationale et libanaise dans le sud du Liban.

LIBAN

Le négociateur de fait pour le Hezbollah, Nabith Berri, a rejeté les propositions de Condoleezza Rice. M. Berri a plutôt réclamé un cessez-le-feu immédiat, suivi d'une discussion sur l'échange de prisonniers.

Les troupes israéliennes se sont emparés des hauteurs de Bint Jbaïl, baptisée « capitale de la résistance » en raison de son soutien au Hezbollah durant l'occupation israélienne de 1982 à 2000. Deux soldats israéliens ont été tués et 20 autres blessés lors les violents affrontements dans ce secteur.

L'organisation Human Rights Watch accuse l'artillerie israélienne d'avoir utilisé des munitions à fragmentation sur des zones peuplées au Liban.

BANDE DE GAZA

Trois Palestiniens ont été tués hier dans des tirs d'artillerie israéliens à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza. Selon l'armée, les tirs ont fait suite à ceux de six roquettes lancées par des Palestiniens en Israël, sans faire de victimes.

Le premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, a demandé aux États-Unis d'intervenir pour faire cesser l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, lancée le 28 juin.

ISRAËL

Le Hezbollah a tiré plus de 80 roquettes sur Israël, faisant 13 blessés légers. Le compte s'élève à près de 1100 roquettes lancées depuis 12 jours, selon l'armée israélienne.

Au moins deux soldats israéliens ont été blessés dans le crash d'un hélicoptère militaire dans le nord du pays.

CANADA

Au total, 1187 Canadiens ont été évacués de Beyrouth hier. C'est moins de la moitié du nombre de Canadiens secourus la veille. Quinze autres Canadiens ont fui la ville de Tyr, dans le sud, avec 300 autres personnes à bord d'un navire de l'Union européenne. Pendant ce temps, cinq avions ramenant 1500 citoyens canadiens rapatriés du Liban ont atterri à Montréal.

L'équipe chargée de l'évacuation des ressortissants canadiens au Liban viendra en aide à quiconque détient un passeport canadien à compter d'aujourd'hui, après que le personnel sur place eut constaté un fléchissement des demandes d'évacuation.

Jusqu'à maintenant, 7900 personnes ont quitté le Liban à bord des 17 navires affrétés par le Canada. De ce nombre, entre 15 et 20 % ne sont pas des citoyens canadiens.

AILLEURS

Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, Jan Egeland, a lancé un appel pour 150 millions de dollars d'aide destinée aux centaines de milliers de personnes affectées par le conflit.

Le président américain George W. Bush a ordonné l'envoi d'hélicoptères et de navires au Liban pour acheminer de l'aide humanitaire, a annoncé hier la Maison-Blanche.

Les autorités britanniques et américaines estiment avoir presque bouclé leurs opérations d'évacuation. Les États-Unis avaient secouru 12 000 ressortissants, hier, la Suède 7000, l'Allemagne 5500 et la Grande-Bretagne, 2526 (selon les chiffres officiels de ces pays).

— Source : Associated Press

TREIZIÈME JOUR DU CONFLIT

PHOTO YOAV LEMMER, AFP

Danse macabre Munis de bouchons pour se protéger du bruit des bombes, deux hassidim ont entamé quelques pas de danse, hier, sous les canons des chars d'assaut israéliens bombardant des positions du Hezbollah par-delà la frontière.

Nos super offres de l'été sont de retour !

Obtenez un Rabais Prix Employé + 0 % de financement à l'achat + une allocation de livraison

CRD

Le Jeep Liberty diesel à rampe commune

est le seul VUS de format intermédiaire à offrir un moteur diesel[¤]. Poussez l'aventure à l'extrême avec la possibilité de faire jusqu'à 725 km avec un seul plein d'essence diesel.
Ville : 10,9 L/100 km (26 mpg)[Δ]
Autoroute : 8,5 L/100 km (33 mpg)[Δ]

Jeep Liberty Sport 4x4 2006

PDSF :	*29 870$*
*- RABAIS PRIX EMPLOYÉ** :*	*2 192$*
*-ALLOCATION DE LIVRAISON*** :*	*1 700$*
VOTRE MEILLEUR PRIX DE L'ANNÉE :	***25 978$†***

PLUS 0 %

DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR TOUS LES MODÈLES JEEP LIBERTY 2006∞

· Moteur V6 de 3,7 L, 210 ch · Système électronique d'antidérapage ESP[MC] · Système Command-Trac[MC] à 4RM en prise temporaire · Glaces à écran solaire foncé · Freins antiblocage à disque aux 4 roues · Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique

★★★★★ **Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA aux essais de collisions latérales[‡]**

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP[MD] • DODGE AUJOURD'HUI OU JEEP.CA

* À l'exception du *ebonus* des TCA. À l'exception de la Dodge Viper SRT10, du Grand Cherokee SRT8, du Dodge Sprinter et de tous les modèles 2005 et 2007. ** À l'exception de tous les modèles SRT, de la Caravan avec l'ensemble 28T, de la Crossfire, du Sprinter et du Ram diesel. ∞ À l'exception de la Viper SRT10 2006, du Sprinter et de la Dodge Caravan avec l'ensemble 28T. *, **, †, ∞ Les offres excluent le transport (1 050 $ pour le Jeep Liberty), l'immatriculation, l'assurance, les taxes sur le climatiseur (lorsque applicables), les droits sur les pneus neufs, les frais d'administration des concessionnaires et les taxes. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre, à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles 2006 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger mais ne peut commander un véhicule. Chez les concessionnaires participants. Voyez votre concessionnaire participant pour plus de détails. Photos à titre indicatif seulement. Les consommateurs doivent prendre possession de leur véhicule au plus tard le 31 juillet 2006. ∞ 0 % de financement jusqu'à 36 mois sur tous les modèles Jeep 2006. Un paiement comptant initial peut être requis. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. Frais d'inscription au RDPRM de 60 $, incluant les frais du registre, sont en sus. † Le prix à l'achat s'applique uniquement aux modèles Jeep Liberty avec l'ensemble 26B + GEG. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. ‡ Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collisions latérales effectués sur les modèles Jeep Liberty 2006. Ω Dans le segment des véhicules utilitaires sport, selon *Automotive News 2006*. Δ Basé sur les cotes du *Guide de consommation de carburant 2006*, publié par Ressources naturelles Canada. Votre consommation d'essence peut varier. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

CHRYSLER Jeep DODGE CINQ ÉTOILES

3415916

3415909A

Le Frère Untel tire sa révérence

Connu principalement grâce à son livre *Les Insolences du Frère Untel*, Jean-Paul Desbiens a eu une influence importante sur les changements sociaux qui ont marqué les années soixante.

RICHARD BIRON

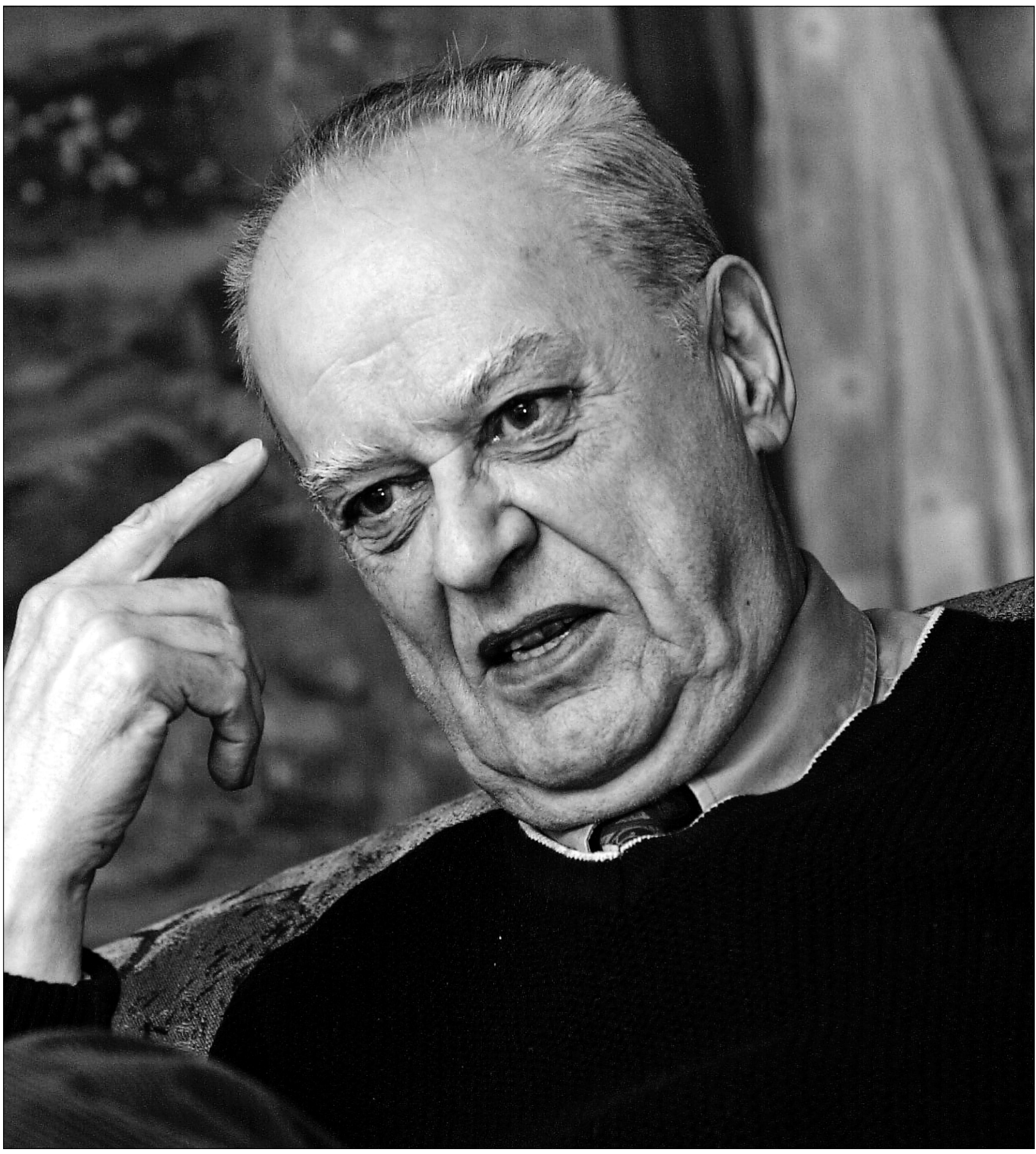


PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE ©

Mieux connu sous le nom de Frère Untel, Jean-Paul Desbiens s'est éteint dimanche à l'âge de 79 ans.

Bougie d'allumage de la Révolution tranquille, plume acerbe et irrévérencieuse, Jean-Paul Desbiens n'est plus. Mieux connu sous le nom de Frère Untel, l'essayiste s'est éteint dimanche à l'âge de 79 ans. Il souffrait d'un cancer du poumon depuis plusieurs mois.

Avant la Révolution tranquille, le célèbre directeur du *Devoir*, André Laurendeau, avait donné sa chance à ce jeune enseignant mariste en publiant ses textes d'opinion. « Ces lettres étaient de véritables bijoux, se souvient le sénateur à la retraite Jacques Hébert. Quand l'une d'elles paraissait, tout le monde en parlait dans les jours suivants. »

Comme fondateur des éditions de L'Homme, M. Hébert a vite repéré le frère Desbiens. Il a vu juste : couchées sur papier, ses critiques de la langue vernaculaire – le « joual » – et du système d'éducation deviendront l'un des plus grands succès de l'édition québécoise. *Les Insolences du Frère Untel* se vendront finalement à plus de 150 000 exemplaires.

Jean-Paul Desbiens a cependant vite été rattrapé par l'ascétisme des ordres religieux de l'époque. Châtié pour s'être exprimé sur la place publique sans l'assentiment de ses supérieurs, il devra s'exiler en Europe. Il obtint un doctorat en philosophie à l'Université de Fribourg, en Suisse. Pendant ce temps, le Québec bouillonnait d'idées. La Révolution tranquille battait son plein.

De retour au pays, le frère Desbiens a participé à l'effervescence. En 1964, il a été recruté par Paul Gérin-Lajoie, première personne à occuper le poste de ministre de l'Éducation du Québec. Il a notamment participé à la création des cégeps et de l'Université du Québec. « Je voulais dans mon équipe des gens qui ne craignaient pas de mettre en doute les choses existantes, qui n'avaient pas peur de les mettre en pièces », a expliqué M. Gérin-Lajoie

De l'avis de ce dernier, les écrits du Frère Untel ont contribué à faire tomber l'ancien Département de l'instruction publique et le système d'éducation de l'époque. « Il a été à la fois un fossoyeur et un créateur », a estimé l'ancien ministre de Jean Lesage.

En 1970, le Frère Untel deviendra éditorialiste à *La Presse*, où il signera par la suite une chronique dans les années 80. Pendant sa carrière, il sera également directeur du campus Notre-Dame-de-Foy à Cap-Rouge à partir de 1972, puis provincial des Frères maristes.

Parler au monde

« Je veux parler au monde », a dit le frère Desbiens lors de son entrée en fonction à *La Presse*. Ce « monde », il a certainement été interpellé à plus d'une reprise par ses écrits. « René Lévesque s'est déjà mis à genoux devant lui pour qu'il se présente pour le Parti québécois », estime son ami Jean O'Neil, qui a entretenu une relation épistolaire avec lui pendant sept ans. La correspondance des deux hommes a été publiée sous le titre *Entre-Jean*.

Il aurait été surprenant que le frère Desbiens se présente pour un parti souverainiste. Car, même si certains de ses écrits ont pu laisser croire le contraire, l'homme a toujours été profondément fédéraliste, insiste M. O'Neil.

Ses opinions sur l'avortement et les syndicats, qualifiées de droite par plusieurs, n'étaient assurément pas dans la mouvance du Parti québécois. « Ce n'était pas quelqu'un de go-gauche », mentionne M. O'Neil. « Il est resté fidèle à ses convictions religieuses jusqu'au bout », ajoute l'écrivain.

Les changements au sein de l'Église l'avaient d'ailleurs bien perturbé. « Il m'avait mentionné qu'il allait exiger des funérailles grégoriennes dans son testament. Il avait dit qu'autrement, il n'irait pas ! »

LE FRÈRE LIBRE, L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE EN PAGE 16
ET DES EXTRAITS DES *INSOLENCES DU FRÈRE UNTEL* EN PAGE 17.

Les Insolences du Frère Untel : contenu explosif

RICHARD BIRON

« Attention, contenu explosif ! » Au début des années 60, le fondateur des Éditions de L'Homme, Jacques Hébert, a reçu un paquet enveloppé de papier brun portant cet avertissement. Il s'agissait du manuscrit qu'il avait commandé à Jean-Paul Desbiens, qui y avait apposé une inscription pour le moins prophétique.

M. Hébert avait réussi à soutirer à André Laurendeau le numéro du Frère Untel, qui signait à l'époque des lettres dans *Le Devoir*. Un pseudonyme s'imposait alors. « Il lui était interdit d'écrire sans avoir obtenu l'approbation de son supérieur », se souvient le sénateur à la retraite.

Lors de leur première rencontre, l'éditeur avait réussi à convaincre le frère mariste de lui signer séance tenante un contrat de publication. « Je lui avais dit qu'il allait subir des pressions de ses supérieurs et qu'il viendrait me supplier de ne pas publier son livre, relate M. Hébert. Il m'avait alors demandé de m'engager à ne pas l'écouter si tel était le cas. »

Effectivement, les pressions sont venues. « Il était revenu en service commandé », se rappelle l'ancien sénateur. Comme prévu, l'éditeur a refusé de mettre fin au projet. « Il espérait que je me souvienne de ce dont on avait parlé et c'était le cas », relate-t-il.

Puis, les autorités ecclésiastiques sont intervenues. Un homme « à la sinistre soutane noire » s'est retrouvé dans les bureaux des Éditions de L'Homme, demandant à M. Hébert de suspendre la publication.

« Je lui ai dit que c'était impossible, que nous avions engagé des frais de 7000 $, une somme considérable à l'époque. Il a sorti son carnet de chèques, m'a dit qu'il me rembourserait si j'oubliais la publication. Mais, pendant que nous parlions, j'entendais rouler les presses. Le livre était en train de s'imprimer ! »

CHARGEZ VOTRE FAMILIALE, PAS VOTRE CARTE DE CRÉDIT.

2006 VOLVO V70 EDITION SPORT
615 $* PAR MOIS
LOCATION 36 MOIS
0$ COMPTANT

2006 VOLVO XC70
689 $* PAR MOIS
LOCATION 36 MOIS
0$ COMPTANT

2006 VOLVO XC90
715 $* PAR MOIS
LOCATION 36 MOIS
0$ COMPTANT

3416508

ÉVÉNEMENT FIN D'ANNÉE MODÈLES 06 ! ! !
VENEZ PROFITER D'OFFRES SANS ÉGAL
SUR NOS MODÈLES EN STOCK
HÂTEZ-VOUS ELLES PARTENT VITE ! ! !

VOLVO

UPTOWN VOLVO
www.uptownvolvo.com
4900 PARÉ
737-6666

3416510

* Basé sur un bail de 36 mois. Transport et préparation inclus, taxes en sus, allocation de 60 000 km, 0,16 $ du km excédentaire. L'offre expire le 31 juillet 2006.

Vieux·Québec

... véritable musée à ciel ouvert, jalonné de multiples rues historiques aux boutiques raffinées. Vieux-Québec… son éventail culinaire distinctif… ses parcs romanesques. Chambre avec vue magnifique sur le Vieux-Québec et le Saint-Laurent. À partir de **155$** en occupation simple, **175$** en occupation double (certaines conditions s'appliquent), gratuit pour les enfants accompagnés des parents, selon la disponibilité en août. Piscine extérieure, gâteries et jeux pour les enfants.
1-800-447-2411

155$

Hilton
sur Vieux·Québec
hiltonquebec.**com**

3417779A

MICHÈLE OUIMET

Une question de principe

Mine de rien, la Ville de Montréal a augmenté ses tarifs: parcomètres, Biodôme, Insectarium, camps de jour, piscines, Jardin botanique, Planétarium, etc.

La hausse est minime: un tout petit 1%. Et elle est cachée. Personne — ou presque — ne l'a notée.

Pour comprendre le tour de passe-passe des élus montréalais, il faut revenir à la promesse du gouvernement conservateur de baisser la TPS de 7% à 6%. La mesure est entrée en vigueur le 1er juillet, provoquant de méchants casse-tête pour les entreprises et les municipalités.

La Ville de Montréal a décidé de ne pas se creuser les méninges et de mettre la hausse dans ses poches. Sammy Forcillo, responsable des infrastructures et de la voirie au comité exécutif, affirme que l'argent retourne aux citoyens. Mais quand on décortique la chose et qu'on la débarrasse de ses beaux discours, la réalité apparaît toute nue: la Ville empoche bel et bien la baisse de taxes par le biais d'une hausse des tarifs.

Prenons l'exemple de M. Forcillo: un parcomètre qui coûte 1$. Ce prix incluait, avant le 1er juillet, 7% de TPS, soit 7 cents. Après le 1er juillet, la TPS baisse à 6%. Le parcomètre devrait donc coûter un cent de moins, c'est-à-dire 99 sous. Mais des sommes aussi minimes ne sont pas gérables, précise M. Forcillo. La Ville ne peut pas reprogrammer tous ses parcomètres pour verser une misérable «cenne» aux contribuables. C'est vrai.

Quand on décortique la chose et qu'on la débarrasse de ses beaux discours, la réalité apparaît toute nue: la Ville empoche bel et bien la baisse de taxes par le biais d'une hausse des tarifs.

Mais la Ville n'impose pas que des tarifs à 1$. Le Biodôme coûte 12,75$. Qu'arrive-t-il des 13 cents que le citoyen a le droit d'empocher? Et que dire des camps de jour à 300$? Et des frais d'inscription de 90$ au complexe Claude-Robillard? On est loin de la misérable cenne.

Tous ces 1% grappillés à droite et à gauche représentent la rondelette somme d'un demi-million par année. La Ville a trouvé une manière habile de dépenser cet argent. Il ira à la réfection du réseau de pistes cyclables et à la Fondation Museum nature. Il ne servira pas à combler l'énorme trou appréhendé de 400 millions dans les finances de la Ville.

N'empêche, la manière dérange. La décision de hausser les tarifs a été prise en plein été, quasiment en cachette. La Ville s'est bien gardée de s'en vanter.

Pendant la campagne électorale, le maire a pourtant promis, la main sur le cœur, de ne pas augmenter le fardeau fiscal des contribuables. Et là, il leur largue, mine de rien, une hausse d'un demi-million par année. Pas fort.

L'autre problème, c'est le précédent. Et si Stephen Harper décide de baisser la TPS d'un autre point et que Jean Charest enchaîne en diminuant la TVQ de 7,5% à 6,5%, que fera la Ville? Elle mettra encore une fois l'argent dans ses poches en refilant aux citoyens une hausse de tarifs déguisée.

Et si la TPS avait augmenté et non baissé, qu'aurait fait la Ville?

////////////////////////

Le député conservateur ontarien Garth Turner a lancé un débat la semaine dernière en affirmant que les Canadiens qui ont la double nationalité et vivent au Liban devraient payer pour leur évacuation. La question est délicate. Et l'idée, franchement mauvaise. Va-t-on créer des citoyens canadiens à deux vitesses: ceux qui vivent ici toute l'année et ceux qui ont décidé de retourner dans leur patrie d'origine?

L'État n'a pas à se mettre le nez dans la vie des Canadiens et à soupeser leurs choix ou leur degré d'attachement au Canada.

De toute façon, les Canadiens qui vivent à l'extérieur du pays pendant un certain temps en paient le prix. Celui qui s'absente plus de six mois au cours d'une année, par exemple, n'est plus protégé par l'assurance maladie.

Garth Turner oublie sans doute que le Liban est en guerre, que les Canadiens coincés à Beyrouth vivent un stress énorme et qu'ils sont des victimes innocentes, des civils qui risquent de périr sous les bombes. L'heure est à la générosité, pas à la mesquinerie.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca

Pas de réduction de la TPS à la Ville de Montréal

SÉBASTIEN RODRIGUE

La Ville de Montréal boude la récente baisse de la TPS de 1% instaurée par le fédéral.

Les visiteurs du Biodôme, les payeurs de parcomètres ou les parents inscrivant leur enfant à un camp de jour ne profitent pas de la mesure du gouvernement Harper.

L'administration municipale a conclu que les changements de tarifs étaient trop complexes à implanter, selon Sammy Forcillo, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal. La Ville facture donc la taxe sur les produits et services (TPS) à un taux de 6%. Montréal conserve la différence de 1%.

Tarifs maintenus

La Ville modifie ses tarifs en début d'année. La mesure du gouvernement fédéral obligeait l'administration à faire une deuxième modification pour l'entrée en vigueur de la diminution, le 1er juillet.

Les fonctionnaires ont calculé que ces changements entraîneraient des frais de 50 000$ pour les muséums nature. Tous les tarifs municipaux incluant les taxes ont donc été maintenus.

Montréal se retrouve ainsi avec des revenus supplémentaires d'environ 250 000$ pour l'année 2006. Les sommes provenant des parcomètres représentent environ 175 000$.

Les entrées aux muséums nature (Biodôme, Insectarium, Jardin botanique) rapporteront un supplément de 65 000$. Environ 10 000$ proviennent des grands parcs et des installations sportives comme le centre Claude-Robillard.

M. Forcillo affirme que cet argent ne servira pas à résorber les problèmes financiers de la Ville. Montréal appréhende un déficit de 400 millions pour l'exercice budgétaire 2007.

L'administration municipale remettra plutôt 65 000$ à la fondation des muséums nature et 185 000$ iront à la réfection de pistes cyclables.

M. Forcillo refuse de préciser si les tarifs tiendront compte de la baisse de taxe en 2007. «Nous devons revoir l'ensemble de la tarification en septembre ou en octobre», précise-t-il.

Manque de respect

Pour l'opposition, l'administration Tremblay-Zampino «manque de respect» envers les contribuables.

«C'est une façon détournée d'augmenter le fardeau fiscal des Montréalais avec l'excuse que ça coûte trop cher à modifier», déplore le conseiller municipal André Bélisle, porte-parole de l'opposition.

QUAND ON COMPARE
ON PART EN KIA

Osez comparer

Caractéristiques	Kia Spectra LX Commodité Berline 4 portes 2006	Honda Civic DX-G Berline 4 portes 2006	Toyota Corolla Sport Berline 4 portes 2006
PDSF	✔ 17 895 $	18 880 $	20 615 $
Moteur	✔ 2,0 L, 4 cylindres	✗ 1,8 L, 4 cylindres	✗ 1,8 L, 4 cylindres
Espace intérieur	✔ 2 748 L	✗ 2 574 L	✗ 2 557 L
Couple	✔ 136 lb/pi à 4 500 tr/min	✗ 128 lb/pi à 4 300 tr/min	✗ 122 lb/pi à 4 200 tr/min
Climatisation	✔	✓	✓
Régulateur de vitesse	✔	✗	✗ en option
Glaces électriques	✔	✓	✓
Rétroviseurs latéraux électriques chauffants	✔	✗	✗
Roues de 15 po	✔	✓	✓
Support lombaire au siège du conducteur	✔	✗	✗
Banquette arrière rabattable, partagée 60/40	✔	✗	✓

Modèle EX illustré†

SPECTRA 2006

2 VERSEMENTS GRATUITS*

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT/60 MOIS OU 1,9 %/84 MOIS§

LOCATION À PARTIR DE 178 $ PAR MOIS/ 48 MOIS

FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

6,6 L/100 km
Consommation d'essence sur autoroute▾

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire Kia près de chez vous, visitez kia.ca ou composez le 1 877 542-2886.

VOS 50 CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC

Programme Protection Totale 5-5-5

PLUS QU'UNE GARANTIE

GARANTIE SANS SOUCI COMPLÈTE DE 5 ANS/100 000 KM▾
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

PROGRAMME «PRÊT-À-PARTIR» POUR DIPLÔMÉS

KIA MOTORS
Surprenez la route

3416409A

Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada. Ils sont applicables à la Spectra 2006 (ST5416) dont le PDSF est de 15 995 $, et le taux annuel de financement à la location de 0 %. Les versements mensuels sont de 178 $ pour une durée de 48 mois. Le versement initial ou équivalent d'échange est de 3 550 $ pour la Spectra 2006 (ST5416). L'obligation totale de location-bail est de 12 116 $. L'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 5 129 $ pour la Spectra (ST5416). Dépôt de sécurité de 0 $ pour tous les modèles. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 $ par kilomètre excédentaire. Les frais de livraison et destination pour la Spectra sont de 1 250 $. L'offre de location de la Spectra inclut les frais de livraison et destination. Versement de location du premier mois, frais de livraison et destination, frais d'administration du concessionnaire et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. §Des taux de financement à l'achat de 0 % et de 1,9 % s'appliquent pour des périodes maximales de 60 et 84 mois, respectivement pour la Spectra (ST5416). Exemple de financement à l'achat pour la Spectra : un montant de 10 000 $, à un taux de financement à l'achat de 0 %, donne des versements mensuels de 167 $ pour une durée de 60 mois. Et un montant de 10 000 $ à un taux de financement à l'achat de 1,9 %, donne des versements mensuels de 127 $ pour une durée de 84 mois. Le coût d'emprunt pour un engagement de 10 000 $, à des taux de financement à l'achat de 0 % et de 1,9 % est de 0 $ et de 688 $, respectivement. L'offre varie selon le modèle de véhicule sélectionné. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. La portion des montants financés des achats qui excède la somme du PDSF, des frais de livraison et destination et des taxes applicables peut être assujettie à un taux d'intérêt plus élevé. D'autres options de location et de financement sont offertes. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à des prix inférieurs. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. †Le modèle décrit est légèrement différent du modèle illustré. Les images incluent des accessoires offerts en option. * Obtenez deux (2) versements gratuits à la location d'une Spectra (ST5416) auprès de SFKC. Versement mensuel maximum, incluant les taxes applicables : 300 $. > La consommation d'essence de la Spectra 2006 (ST5416) est, pour 100 km sur autoroute, de 6,6 L. Cette estimation est établie selon les critères et les méthodes d'essai approuvées par le gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de ce véhicule peut varier. Consultez le Guide de consommation de carburant EnerGuide, une publication du gouvernement du Canada. ▼ La Garantie sans souci de Kia couvre la plupart des composants de véhicule contre les défectuosités, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Prix, disponibilité et caractéristiques sous réserve de modifications sans préavis. Les renseignements contenus dans la présente annonce publicitaire sont présumés exacts au moment de l'impression. Toutes les données comparatives proviennent de AutoPlanner^MC, et sont autorisées par Autodata Solutions. Civic est une marque de commerce de Honda Canada inc. Corolla est une marque de commerce de Toyota Canada inc. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation.

3416416

ACTUALITÉS

EN BREF

Québec solidaire présente son programme dans Taillon

La candidate de Québec solidaire dans la circonscription de Taillon, Manon Blanchard, a présenté son programme électoral, hier. Inspiré d'une consultation auprès des citoyens tenue mardi dernier, ce programme place l'environnement au premier rang des priorités, notamment par la suggestion d'améliorer l'accessibilité des transports en commun et de protéger le boisé du Tremblay, «menacé par le développement immobilier». M^me^ Blanchard a par ailleurs condamné la décision du gouvernement Charest de tenir les élections partielles pendant les vacances estivales de plusieurs électeurs.

La Presse

Journalistes de TQS tabassés

Un journaliste et un caméraman de TQS, dépêchés à Saint-Jean-de-Matha pour couvrir la disparition de deux hommes, ont été attaqués par le père de l'un d'eux hier midi. Furieux d'être filmé alors qu'il visitait la Cuve de la mort, un plan d'eau de Lanaudière où les deux hommes de 25 et 29 ans se seraient noyés, le père, dont l'identité n'a pas été révélée, s'est rué sur Étienne Phénix et Sylvain Gauthier et leur a asséné de violents coups de poing, selon ceux-ci. «Nous avions pourtant respecté son intention de se recueillir seul devant l'eau et ne l'avons filmé que lorsqu'il est retourné vers le stationnement», a précisé M. Phénix. Ce dernier n'a subi que de légères blessures. Son collègue caméraman a été moins chanceux et est ressorti de l'hôpital en soirée avec des points de suture et des ligaments étirés dans la mâchoire. Ils songent à poursuivre l'agresseur en justice.

Hugo de Grandpré

Quatre agressions armées en moins de trois heures

MARCEL LAROCHE

Trois hommes se sont retrouvés à l'hôpital après avoir été attaqués à coups de couteau tandis que deux autres en ont été quittes pour un violent choc nerveux à la suite de quatre agressions armées survenues en moins de trois heures dimanche soir, à Montréal.

Au moins deux de ces tentatives d'assassinat seraient reliées aux activités criminelles des gangs de rue. Les deux autres événements seraient le résultat de disputes entre individus, selon le Service de police de la Ville de Montréal.

Le premier événement est survenu vers 22h30 dimanche quand une fusillade a éclaté entre les passagers d'une Buick blanche et d'une BMW noire garées en face d'un immeuble commercial du 8500, rue Viau, dans l'arrondissement de Saint-Léonard.

L'un des occupants de la première auto, un homme de 30 ans, a trouvé refuge dans un commerce du boulevard Robert, où il a alerté la police, tandis qu'un second individu de 32 ans se trouvant à bord de l'autre véhicule s'est présenté quelques instants plus tard au poste de quartier 30 du SPVM.

Blessé légèrement par des éclats de verre et en état de choc, l'homme s'est montré réticent à collaborer avec la police, tout comme l'autre individu également en état de choc qui a fourni des explications évasives quant au mobile de cet échange de coups de feu qui pourrait être relié aux gangs de rue.

Au moins deux de ces tentatives d'assassinat seraient reliées aux activités criminelles des gangs de rue.

Une autre agression que le SPVM relie aux gangs de rue est survenue vers 23h20 dimanche soir quand un adolescent de 17 ans a été poignardé à l'arrière d'une succursale de la chaîne de restaurants PFK, au 5272, rue Sherbrooke Ouest, dans l'arrondissement de Notre-Dame-de-Grâce.

Employé du restaurant, le jeune homme aurait été pris à partie par un groupe de personnes flânant devant le commerce et à qui il aurait demandé de quitter les lieux. Atteint de plusieurs coups de couteau au thorax et à l'abdomen, l'adolescent a été transporté à l'hôpital, souffrant de graves blessures qui ne mettent cependant pas sa vie en danger. La victime entretiendrait des relations amicales avec des membres de gangs de rue.

D'ailleurs, le SPVM recherche activement un individu de race noire, de grande taille et portant un chandail jaune, en relation avec cette tentative de meurtre.

D'autre part, un jeune homme de 23 ans a été atteint de coups de couteau alors qu'il déambulait dans un couloir de la station de métro Berri-UQUAM, vers 23h dimanche soir, tandis qu'un individu de 47 ans a été poignardé au terme d'une dispute survenue vers 1h10 dans la nuit de dimanche à hier dans un immeuble à logements de la rue Champlain, dans le Centre-Sud de Montréal. Malgré la gravité de leurs blessures, les deux victimes sont hors de danger

Dans le premier cas, deux jeunes hommes de 18 et 19 ans ont été appréhendés aux abords de la station de métro. Dans le second cas, un individu de 32 ans a été arrêté à l'angle des rues Ontario et de la Visitation, toujours dans le Centre-Sud.

Un cargo transportant 5000 voitures risque de sombrer dans le Pacifique

ASSOCIATED PRESS

ANCHORAGE, Alaska — Des garde-côtes et des hélicoptères américains ont été dépêchés hier dans le Pacifique Nord pour porter secours à l'équipage d'un cargo qui risque de sombrer.

Le *Cougar Ace,* un cargo de 200 mètres de long qui transporte près de 5000 véhicules construits au Japon et qui compte un équipage de 22 personnes, était presque couché sur un côté en pleine mer, hier, à 370 kilomètres au sud des îles Aléoutiennes.

Plus tôt dans la journée, un avion américain a largué trois radeaux pneumatiques pour secourir l'équipage, mais, en raison de la forte mer, les embarcations ont été prises sous le navire.

«Il gît pratiquement sur un côté», a expliqué l'officier marinier Stephen Harrison.

Le cargo, voguant sous le pavillon de Singapour, est propriété de la société Mitsui O.S.K. Lines, de Tokyo. Il transporte 4813 véhicules à destination de Vancouver, a indiqué un porte-parole de la société, Greg Beuerman.

Selon M. Harrison, un seul membre d'équipage a été blessé et il souffre d'une fracture à une jambe.

Le premier appel de détresse a été envoyé par l'équipage tard dimanche soir.

M. Harrison a précisé qu'un avion C-130 des garde-côtes américains était prêt à parachuter de nouveaux radeaux et des combinaisons de survie si le navire sombrait avant l'arrivée des secours.

Personne ne verra que vous l'avez prise sans options.

Passat suréquipée de série.

La Passat. Ça prenait un ingénieur allemand pour trouver le moyen d'offrir autant de caractéristiques de série sur toutes les Passat. La liste complète prendrait trop de place. Nous avons donc fait un tri parmi nos préférées : allumage par bouton, frein à main électronique, sièges avant chauffants, rétroviseurs extérieurs chauffants, système de climatisation Climatic^MC^ et porte-parapluie dans la portière du conducteur. La traction intégrale 4MOTION^MD^ est offerte en option, et vous avez le choix d'un moteur turbo de 200 ch ou d'un V6 de 280 ch en option. On ne voulait tout de même pas vous imposer toutes nos préférences!

à partir de 329 $ par mois* Location 48 mois

4 ans/80 000 km† Garantie limitée du véhicule neuf

La Passat berline 2.0T 2006 comprend l'Ensemble commodités

Visitez vw.ca ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

***Acompte de 3 358 $. Frais de préparation de 575 $.** L'offre s'applique à une Passat 2.0T 2006 berline, neuve, à essence, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Certaines caractéristiques peuvent être offertes en option. Frais de transport inclus. Taxes, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 $), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 ¢ du km après 80 000 km en sus. Les mensualités et le coût d'emprunt varieront en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'acompte ou de l'échange. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 1er juillet 2006. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. †Selon la première éventualité. Les réglages et l'usure normale des pièces ne sont plus couverts par la garantie après 12 mois ou 20 000 km, selon la première éventualité. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Passat » et « 4MOTION » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Climatic » est une marque de commerce de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada Inc. 2006.

3418341A

Sexagénaire inculpée de meurtre

Après un week-end passé en prison, Armande Côté a été traduite hier après-midi devant un juge de la Cour du Québec, au palais de justice de Sorel-Tracy, pour y être formellement inculpée du meurtre au second degré de son mari, André Hogue, abattu d'un coup de feu à la tête. À la demande de son avocat, le tribunal a ordonné que la femme de 61 ans soit soumise à une évaluation psychiatrique de 30 jours. Elle est accusée d'avoir abattu son mari de 63 ans d'un coup de feu tiré dans la moustiquaire de la gloriette installée à l'arrière de sa résidence, rue Landry, aux abords de la rivière Saint-François, à Notre-Dame-de-Pierreville. Le drame est survenu samedi soir dernier.

— Marcel Laroche

Vito Rizzuto au bord de l'extradition

RICHARD BIRON

L'espoir s'amenuise pour le parrain montréalais Vito Rizzuto, qui combat son extradition vers les États-Unis. Une décision rendue par la Cour suprême dans une cause similaire à la sienne a réduit à néant un des arguments de ses avocats.

La semaine dernière, la Cour suprême a unanimement rejeté les arguments des avocats de trois personnes menacées d'être livrées aux États-Unis. Leurs procureurs prétendaient que la procédure d'extradition était inconstitutionnelle.

Les avocats faisaient valoir que les preuves sur lesquelles peut se fonder le système canadien pour extrader quelqu'un ne respectent pas les principes de justice fondamentale prévus à la Charte canadienne des droits et libertés.

La Cour suprême avait annoncé qu'elle suspendait sa décision jusqu'à ce qu'elle tranche l'arrêt Ferras.

C'est que ces preuves sont uniquement constituées des informations récoltées par les autorités étrangères. Les déclarations écrites présentées n'ont pas été faites sous serment et il n'est pas possible de vérifier leur fiabilité en procédant au contre-interrogatoire de leur auteur, par exemple.

Là où le bât blesse pour le chef mafieux, c'est que le plus haut tribunal du pays avait annoncé qu'il suspendait sa décision le concernant jusqu'à ce qu'il tranche cette affaire, appelée l'arrêt Ferras. Il semblait donc que le sort du parrain y était étroitement lié.

Arrêté grâce à la loi sur le gangstérisme de l'État de New York (appelée RICO Act), Vito Rizzuto est accusé d'avoir participé à un triple meurtre en 1981 pour le compte de la célèbre famille Bonanno. L'homme de 60 ans est incarcéré depuis déjà deux ans et demi. Le parrain demande uniquement à la Cour suprême la permission d'être entendu. On n'en est pas encore à débattre du bien-fondé des trois arguments, très techniques, que ses avocats souhaitaient présenter.

Avec la décision de la Cour suprême, l'un de ces trois points a été tranché. « On nous a dit que la raison du retard de la décision était le jugement Ferras, mais il n'est pas dit qu'il ne pourra pas y avoir une discussion sur les autres points », a indiqué Me Louis Belleau, un des avocats de Rizzuto.

On ne sait pas encore à quel moment la Cour suprême se prononcera sur l'autorisation d'appel demandée par Vito Rizzuto.

TOYOTA

YARIS HATCHBACK CE 2007
179 $
PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 1 712 $
OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE
À L'ACHAT À PARTIR DE
13 725 $*

COROLLA 2006
199 $
PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 078 $
OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE
À L'ACHAT À PARTIR DE
15 715 $*

Véhicule à émissions ULTRA FAIBLES
Ville : 6,9 L/100 km†
Route : 5,5 L/100 km†

Véhicule à émissions ULTRA FAIBLES
Ville : 7,1 L/100 km†
Route : 5,3 L/100 km†

CHANGER L'AVENIR
ÇA PEUT MENER LOIN

1re MENSUALITÉ GRATUITE À LA LOCATION◆ OU REMISE ÉQUIVALENTE À L'ACHAT◆◆ + 0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ À LA LOCATION◆

SUR TOUS LES AVALON, COROLLA, MATRIX, RAV4 2006 ET CAMRY, SOLARA, YARIS 2007

MATRIX 2006
219 $
PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 521 $
OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE
À L'ACHAT À PARTIR DE
17 200 $*

Véhicule à émissions ULTRA FAIBLES
Ville : 7,9 L/100 km†
Route : 5,9 L/100 km†

CHANGEONS L'AVENIR

VOYEZ DU PAYS
ROULEZ POUR VOIR LE CANADA AUTREMENT
VOYEZDUPAYS.CA

VISITEZ CHANGEONSLAVENIR.CA
POUR CONSULTER LE NOUVEAU NUMÉRO DE NOTRE MAGAZINE GRATUIT

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa. Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

TOYOTA SERVICES FINANCIERS

1 000 $ de remise**

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. ◆ Offres de location au détail valables sur les modèles Corolla CE 2006 (BR32EM AA), Matrix 2006 (KR32EM AA) et Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 $ sur tous les modèles Avalon, Corolla, Matrix, RAV4 2006 et Camry (à l'exception de la Camry hybride), Solara, Yaris 2007 neufs en stock, pour un terme de location de 60 mois. Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Yaris moindre que 60 mois), un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois (Yaris terme de 60 mois) sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 $ dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles Toyota 2006 et Camry (à l'exception de la Camry hybride), Solara, Yaris 2007 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ (Corolla, Matrix et Yaris) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 041,56 $ pour la Corolla CE 2006 (BR32EM AA), de 2 472,37 $ pour la Matrix 2006 (KR32EM AA) et de 1 690,57 $ pour la Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA), taxes incluses. ◆◆ Remise à l'achat équivalant à une mensualité de location basée sur un terme de 48 mois (Avalon, Corolla, Matrix, RAV4 2006 et Camry à l'exception de la Camry hybride, Solara 2007), taxes incluses, un terme de 60 mois (Yaris 2007), taxes incluses, applicable au financement à l'achat des modèles Corolla CE 2006 (BR32EM AA), Matrix 2006 (KR32EM AA) et Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 $ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2006 (année-modèle 2007 pour la Yaris) pour une transmission manuelle pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 juillet 2006. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.

3415934A
3415951

SUITES DE LA UNE

Rice pose ses conditions

BEYROUTH
suite de la page A1

Sur fond de bombes et de roquettes, Condoleezza Rice a ainsi fait une entrée diplomatique remarquée au Proche-Orient, au 13e jour du conflit entre Israël et le Hezbollah. Attendue à Jérusalem, elle est arrivée à Beyrouth, capitale dévastée, à bord d'un hélicoptère en provenance de Chypre. Le premier ministre libanais, Fouad Siniora, l'a accueillie en déposant trois baisers sur ses joues.

« Merci pour votre courage et votre fermeté », a-t-elle déclaré au chef du gouvernement libanais, au début d'un entretien de deux heures. Rien n'a transpiré de cette rencontre.

Avant de sa réunion avec Nabih Berri, la chef de la diplomatie américaine s'est apitoyée devant la presse sur le sort du peuple libanais.

« Je suis profondément préoccupée par la situation du peuple libanais et ce qu'il subit. Et je suis, évidemment, inquiète de la situation humanitaire », a-t-elle déclaré.

Plus tard dans la journée, les États-Unis ont annoncé une aide humanitaire de 30 millions de dollars pour le Liban et précisé que les forces américaines commenceraient dès aujourd'hui à distribuer des couvertures et de l'aide médicale dans le pays du Cèdre.

Selon l'ONU, quelque 700 000 civils libanais ont été déplacés depuis le début de l'offensive israélienne. Leur drame a poussé un haut responsable de l'organisme à demander à la communauté internationale une aide d'urgence de 150 millions de dollars.

« Plus l'offensive dure, plus la situation sera dramatique », a déclaré hier le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires humanitaires, Jan Egeland, lors d'une conférence de presse à Beyrouth.

Dans l'esprit de Washington, la visite-surprise de Condi Rice à Beyrouth constituait un message important, voire spectaculaire, pour le Liban et son fragile gouvernement.

PHOTO LOUISA GOULIAMAKI, AGENCE FRANCE-PRESSE ©

Un Libanais arrivé à Chypre embrassait hier le drapeau de son pays entouré de bougies pendant que des compatriotes tenaient une veillée devant l'ambassade du Liban à Nicosia, demandant le retour de la paix dans leur pays déchiré.

Le message contrastait avec celui des 12 jours précédents, où les États-Unis ont défendu le droit d'Israël à se défendre et repoussé les appels à un cessez-le-feu immédiat au Liban.

Dans l'avion l'amenant au Proche-Orient, Rice a commencé à adoucir la position de son pays, estimant qu'un cessez-le-feu était « urgent ». « Mais il est important d'avoir les conditions pour qu'il (le cessez-le-feu) soit viable », a-t-elle déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient.

De Beyrouth, la secrétaire d'État s'est par la suite rendue en soirée à Jérusalem, où elle a rencontré le chef de la diplomatie israélienne. Elle s'entretiendra aujourd'hui avec le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Demain, elle sera à Rome pour participer à une réunion internationale sur le Liban.

Au 13e jour du conflit, les opérations israéliennes ont mené à la capture de deux combattants du Hezbollah et fait sept victimes, dont deux enfants, dans des bombardements. Deux soldats israéliens ont trouvé la mort dans des affrontements violents avec le Hezbollah dans le sud du Liban.

Les opérations israéliennes visent à détruire ou diminuer la force de frappe du mouvement chiite libanais, qui a multiplié encore hier les tirs de roquettes sur le nord d'Israël.

L'efficacité de cette offensive demeure cependant incertaine. Ce qui n'a rien d'incertain, c'est l'émoi, voire l'hostilité croissante, que cette offensive inspire dans l'opinion internationale.

« Ce qui se passe (au Liban) est une catastrophe qui nuit au pays et à sa démocratie fragile », a déclaré hier le premier ministre britannique, Tony Blair, lors d'une conférence de presse à Londres.

« Je veux que les morts s'arrêtent. Je veux que les morts s'arrêtent des deux côtés, mais cela n'arrivera pas des deux côtés si nous n'avons pas un plan pour cela », a-t-il ajouté.

Le premier ministre Blair a exprimé le souhait qu'un plan puisse être annoncé « dans les prochains jours ». Il doit se rendre à Washington vendredi pour rencontrer le président George W. Bush. Les deux hommes pourraient profiter de l'occasion pour présenter un mécanisme de règlement au Proche-Orient.

Un élément important de ce règlement pourrait être le déploiement d'une force de l'OTAN dans le sud du Liban. Après s'être opposé à cette idée pendant des années, Israël s'y est montré favorable dimanche.

À New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a annoncé hier qu'il sera à Rome aujourd'hui pour participer à la rencontre du groupe de contact pour le Liban.

« Ce qui est important, c'est que nous quittions Rome avec une stratégie concrète », a-t-il dit.

Les profits de Loto-Québec s'envolent en fumée

DÉCROISSANCE
suite de la page A1

Il s'agira alors de sa première décroissance en trois ans.

Il ne fait aucun doute pour le porte-parole de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy, que la diminution est intimement liée à la nouvelle loi. « La proportion de fumeurs est plus importante parmi les joueurs que dans la population en général », dit-il.

À l'hippodrome de Montréal, où l'on compte 200 ALV, la fréquentation accuse une baisse de 25 %. « Les gens se sont découragés de descendre deux étages pour sortir dehors en griller une », explique Micheline Boucher, superviseure de la salle de jeu.

Les pertes — « un peu plus importantes que prévu », selon M. Roy — inquiètent suffisamment la direction Loto-Québec pour qu'un comité étudie les moyens de les compenser. Les ALV fournissent le tiers des revenus de la Société. « On ne sait pas encore s'il s'agit d'un phénomène temporaire ou d'une tendance lourde. Les joueurs n'ont pas fini leur période d'adaptation. On sera plus en mesure d'évaluer les choses dans quelques semaines », estime M. Roy. Loto-Québec devra entre autres déterminer si les clients perdus se sont tournés vers les jeux de hasard offerts sur Internet, et qui échappent à son contrôle.

En Cour suprême

Ce recul n'est pas sans effet pour les propriétaires de bars, où l'on retrouve la quasi-totalité des 13500 ALV. L'Union des tenanciers de bars du Québec (UQTB) déposera ce matin une requête à la Cour suprême pour que l'application de la loi antitabac soit partiellement suspendue. Peter Sergakis, président de l'UQTB, soutient que leurs recettes ont périclité de 30 % depuis le 1er juin, causant 478 pertes d'emplois.

Propriétaire du bar Le Troubadour à Thetford Mines depuis 21 ans, Mario Lehoux raconte qu'il devra mettre la clé sous la porte si la loi n'est pas assouplie. « Mon chiffre d'affaires a baissé de 35 %. Et encore, je suis chanceux parce que j'ai une petite terrasse. Mais cet hiver, ça va être pire. Je ne pourrai pas tenir. Les gens ont pris d'autres habitudes. Ils se réunissent dans des partys privés où ils peuvent fumer et boire en même temps. » Selon M. Sergakis, 25 autres bars seraient dans la même situation.

Représentée par Me Julius Grey, l'UQTB tentera de convaincre la Cour suprême que ces inconvénients sont plus importants que les méfaits causés par l'exposition des clients et des employés à la cigarette.

Cette action toutefois est loin de faire l'unanimité. Renaud Poulin, président de la Corporation des bars, brasseries et tavernes du Québec (CBBTQ), l'estime prématurée. « Nous n'avons pas eu le temps, en six semaines, d'évaluer la situation ». Il affirme n'avoir eu vent d'aucune fermeture. « La loi n'aura fait qu'accélérer les choses pour certains, dont la santé financière n'était déjà pas très bonne. »

La Cour suprême devrait entendre la requête de l'UQTB d'ici un mois. Une manifestation sera alors organisée par les tenanciers de bars devant le palais de justice de Montréal.

PARTONS!
VACANCES VOYAGE
Tous les mercredis et samedis dans LA PRESSE

ACTUEL TENDANCES
Tous les jours dans LA PRESSE

CPG • REER • FERR
1 an 4,40%
3 ans 4,55%
5 ans 4,60%
« Parce que vous méritez plus »
Westmount 934-0586 — Pointe-Claire 697-0035
ROTHENBERG & ROTHENBERG
Courtiers pour banques et fiducies couverts par SADC
3417990

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2006-07-24

Astro	Jour	Mois	Année	Signe
	10	DÉCEMBRE	29	POISSONS

Banco: 01 04 09 13 17 18 26 29 30 38 / 39 42 43 44 45 49 52 56 59 70
La Quotidienne: 3 305 / 4 6770
Extra 5177631 — 500 000 $* *décomposable dans les deux sens
Mise/Jeu — PARIEZ SUR LE BASEBALL ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 2 OU 5 — +Total
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
LOTOQUEBEC.COM

Déséquilibre fiscal : la rencontre des premiers ministres s'annonce mal

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les chances sont minces que les premiers ministres provinciaux parviennent à un consensus sur une nouvelle formule de péréquation à l'occasion de leur rencontre au sommet, cette semaine, à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les divergences sont en effet profondes dans ce dossier épineux qui sera au cœur de cette réunion portant sur le déséquilibre fiscal.

L'Ontario rejette toute bonification de la péréquation. L'Alberta refuse qu'une nouvelle formule tienne compte de ses revenus tirés du pétrole. Et le Québec milite pour une refonte en profondeur de ce programme fédéral afin de régler le déséquilibre fiscal.

La délégation québécoise « ne reculera pas », prévient une source proche du dossier. « On va voir dans quel état d'esprit tout le monde arrive. Mais on ne recherche pas un consensus absolument. S'il n'y a pas de consensus, il n'y en aura pas. C'est tout », ajoute-t-elle.

L'hôte de la rencontre, le premier ministre terre-neuvien Danny Williams, a lui-même reconnu qu'un consensus sera difficile à obtenir.

Les divergences sont apparues en avril. Un comité d'experts formé par les provinces afin de trouver des solutions au déséquilibre fiscal a alors recommandé de revoir la formule de péréquation.

Ce programme fédéral, inscrit dans la Constitution canadienne, vise à redistribuer la richesse entre les provinces afin de leur permettre d'offrir des services publics comparables peu importe leur assiette fiscale.

La péréquation devrait augmenter de 4,7 milliards de dollars par année, donc passer de 9,4 milliards à 14,1 milliards, selon ce comité d'experts. Le Québec recevrait 2,8 milliards de plus, c'est-à-dire environ 7 milliards par année au total.

La formule suggérée comptabilise les revenus – incluant la totalité de ceux tirés du pétrole – des 10 provinces pour en faire une moyenne. Le système actuel prend en compte les revenus de seulement cinq provinces, exclut l'Alberta – une province riche – et ses revenus pétroliers faramineux. Les provinces qui ont des revenus inférieurs à la moyenne reçoivent de la péréquation.

Le Québec est favorable à la modification proposée, tout comme l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, tous bénéficiaires de la péréquation.

Contre la réforme

Mais l'Ontario, trop riche pour en recevoir, s'y oppose. La province privilégie plutôt une hausse des transferts fédéraux par habitant, une formule qui la favoriserait.

Toute aussi mécontente, l'Alberta, qui ne touche pas non plus de péréquation, refuse que les revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables soient inclus dans la nouvelle formule. La Saskatchewan abonde dans son sens.

La province de Terre-Neuve-et-Labrador est également inquiète. Elle tient au respect d'une entente signée avec les libéraux de Paul Martin garantissant que les paiements de péréquation qui lui sont versés ne seront pas revus à la baisse en raison de ses revenus tirés du pétrole exploité en mer.

Un second rapport, émanant cette fois du gouvernement fédéral et publié en juin, a proposé une autre modification à la péréquation qui a suscité à peu près les mêmes réactions.

Les revenus des 10 provinces devraient être compris dans le calcul de la péréquation et la moitié des revenus provenant des ressources naturelles devraient être comptabilisées, propose ce rapport.

La péréquation augmenterait ainsi de 887 millions de dollars par année, dont 653 millions reviendrait au Québec.

Les premiers ministres provinciaux discuteront de ces deux rapports cette semaine dans l'espoir de trouver un terrain d'entente. Mais en fin de compte, Ottawa devra trancher, puisque la péréquation est un programme fédéral.

Le 19 décembre, à Québec, Stephen Harper a promis de régler le déséquilibre fiscal. Il s'est donné ensuite jusqu'au printemps pour y arriver. Mais depuis, le gouvernement Harper multiplie les déclarations pour minimiser le déséquilibre fiscal et réduire les attentes quant à une éventuelle modification de la péréquation.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU BLOBE

INDE
Espionnage états-unien ?

L'Inde a accusé l'ambassade des États-Unis à New Delhi d'utiliser un forum de lutte contre la cybercriminalité pour des activités d'espionnage, selon le quotidien *The Indian Express*. Trois hauts responsables indiens ont été arrêtés et accusés d'avoir eu des « contacts non autorisés » avec un diplomate états-unien. À Washington, des démocrates ont accusé hier l'administration de retenir des informations qui pourraient compliquer le vote au Congrès de l'accord de coopération nucléaire entre les États-Unis et l'Inde. AFP

PAKISTAN
Réacteur nucléaire puissant

Les États-Unis ont demandé au Pakistan de ne pas utiliser un puissant réacteur nucléaire en construction à des fins militaires, révélé hier par l'Institut pour la science et la sécurité nationale. « Nous sommes au courant du projet, et nous appelons le Pakistan à se garder de son utilisation à des fins militaires », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche. AFP

CÔTE-D'IVOIRE
« Audiences foraines »

Un responsable de la Mission de l'ONU en Côte-d'Ivoire (ONUCI), a indiqué hier que le processus destiné à identifier les populations (« audiences foraines ») était bloqué presque partout dans la zone gouvernementale, mais se poursuivait au nord, en zone rebelle. Les « audiences foraines » doivent permettre l'actualisation des listes électorales. Les partisans du président Laurent Gbagbo craignent que le processus ne permette à des non-Ivoiriens de grossir l'électorat de l'opposition en vue du scrutin prévu avant le 31 octobre. AFP

SOMALIE
Négos sous tension

PHOTO AP

Des Somaliennes manifestent à Mogadiscio contre la présence de troupes éthiopiennes dans leur pays.

Le gouvernement de transition somalien, protégé par l'armée éthiopienne dans son fief de Baidoa, va engager à Khartoum des pourparlers avec les islamistes, a dit Sharif Aden, président du Parlement. Quelque 3000 islamistes ont manifesté hier à Mogadiscio contre la présence des troupes éthiopiennes. Ils ont aussi dénoncé l'arrivée à Baidoa de l'un des principaux chefs de guerre du pays, Mohamed Afrah Qanyare. AFP

BRÉSIL
Scandale de corruption

Un scandale de corruption rendu public par le Parlement sur l'achat d'ambulances et de matériels sanitaires surfacturés prend de l'ampleur, avec 112 élus ou ex-élus désormais mis en cause. Selon la revue *Veja*, le scandale dit des « sangsues » concerne des élus et des maires de tous les partis et porte sur un montant de 50 millions de dollars. AFP

NATIONS UNIES
Succession d'Annan

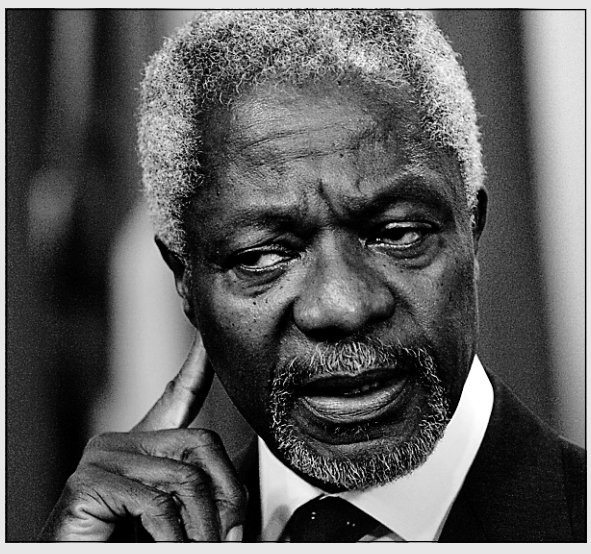


PHOTO AFP

Kofi Annan

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait tenir hier un premier vote blanc sur les quatre candidats officiels qui visent à succéder à Kofi Annan au poste de secrétaire général de l'organisation. Les candidats sont tous originaires d'Asie : le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Ban Ki-moon, le diplomate srilankais Jayantha Dhanapala, le premier ministre adjoint thaïlandais, Surakiart Sathirathai, et le secrétaire général adjoint de l'ONU, Shashi Tharoor, de l'Inde. AFP

PHOTO ERMAL META, AFP

Des Albanais protestent contre les négociations organisées par l'ONU sur le statut final du Kosovo. La manifestation s'est déroulée hier à Pristina, capitale du Kosovo, à l'appel d'un mouvement de jeunes et de deux petits partis politiques, partisans de l'indépendance sans aucune forme de négociations avec le gouvernement serbe.

Négociations sur le statut du Kosovo

Dialogue de sourds entre Serbes et Albanais

D'APRÈS AFP ET AP

VIENNE — Des négociations directes sur le statut final du Kosovo, engagées hier à Vienne par les dirigeants serbes et albanais, n'ont pas abouti, selon l'envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari.

Interrogé sur une percée dans les pourparlers, Ahtisaari a répondu : « Non ! Je mentirais si je disais cela. C'était la première réunion de ce genre. Il serait totalement faux pour moi d'espérer toute percée. »

Les deux parties, serbe et albanaise, « sont aussi éloignées que possible », a poursuivi Ahtisaari. « Belgrade accepte tout sauf l'indépendance (du Kosovo) alors que les Albanais du Kosovo n'acceptent rien hormis l'indépendance », a-t-il dit.

Ahtisaari avait ouvert ces premières négociations directes entre les président et premier ministre serbes, Boris Tadic et Vojislav Kostunica, et leurs homologues albanais du Kosovo, Fatmir Sejdiu et Agim Ceku.

La rencontre était la première depuis 1999 lorsque des raids aériens de l'OTAN avaient mis fin au conflit entre séparatistes albanais et forces serbes, et avaient débouché sur le retrait de ces dernières de la province serbe peuplée d'une majorité d'Albanais.

« Belgrade accepte tout sauf l'indépendance du Kosovo alors que les Albanais du Kosovo n'acceptent rien hormis l'indépendance », a dit l'envoyé spécial de l'ONU.

Tadic a déclaré que « les pourparlers ont permis de présenter deux positions totalement différentes sur le futur statut du Kosovo ».

« Nous croyons vraiment que nous pouvons parvenir à un compromis et nous sommes prêts à y contribuer, a-t-il dit. La Serbie n'a pas l'intention de gouverner les Albanais du Kosovo (mais elle) entend défendre ses intérêts légitimes. »

Vojislav Kostunica a indiqué qu'« une autonomie substantielle du Kosovo pouvait être améliorée, amendée et changée ». L'indépendance est une solution finale et ne peut être changée, a-t-il précisé.

Ahtisaari a indiqué que les discussions techniques entre Serbes et Albanais « vont se poursuivre début août ».

Les deux délégations, accueillies par le chancelier autrichien Wolfgang Schössel, n'ont pas échangé de poignées de main à l'ouverture des discussions.

À la pause du déjeuner, Sejdiu a souligné que « l'indépendance est l'alpha et l'oméga, le début et la fin de notre position ».

Dans un entretien à la presse allemande, le coordinateur spécial du Pacte de stabilité pour les Balkans, Erhard Busek, a estimé qu'une indépendance à terme du Kosovo, situé dans le sud de la Serbie, administré par l'ONU depuis juin 1999 et contrôlé par 17 000 soldats de l'OTAN, était inévitable.

Les Albanais du Kosovo (90 % de la population) exigent l'indépendance mais Belgrade, qui considère le Kosovo comme le berceau historique et culturel serbe, refuse et offre en contrepartie une large autonomie à la province.

L'Europe continue de suffoquer : plus de 40 morts

D'APRÈS AFP ET AP

PARIS — Une partie de l'Europe a entamé hier sa troisième semaine de canicule, et les grandes chaleurs sont déjà responsables de la mort d'une quarantaine de personnes, les trois quarts en France.

Les températures exceptionnelles qui persistent du sud de l'Espagne à la Pologne ont ravivé le spectre de la canicule de 2003, qui avait fait 30 000 morts en Europe, dont près de 15 000 en France.

Près de la moitié de ce pays était placée hier en « vigilance orange ». Les chaleurs y ont entraîné la mort d'une trentaine de personnes, selon un bilan officiel.

Les températures devaient encore monter aujourd'hui et demain, jusqu'à 37-38 °C, dans le sud-est et le sud-ouest du pays.

Les cliniques privées étaient affectées par une grève de certains praticiens, mais des médecins urgentistes du secteur public ont tiré la sonnette d'alarme en se disant « très inquiets » pour les jours à venir face au surcroît d'activité lié à la canicule.

Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a fait appel aux étudiants en médecine et médecins retraités pour renforcer les services de secours.

Pour écarter le spectre d'une rupture de courant, le gouvernement a autorisé les centrales nucléaires à relâcher des eaux plus chaudes dans les rivières.

En Espagne, le thermomètre affichait ce week-end 40 °C, un niveau pas exceptionnel dans ce pays, mais un maçon de 54 ans a succombé à un coup de chaleur sur un chantier de l'île de Minorque, aux Baléares.

Les températures exceptionnelles qui persistent du sud de l'Espagne à la Pologne ont ravivé le spectre de la canicule de 2003, qui avait fait 30 000 morts en Europe, dont près de 15 000 en France.

En Allemagne, les températures oscillaient hier autour de 30 °C, seules les côtes du Nord bénéficiant de conditions plus supportables (entre 23 et 28 °C). L'une des deux pistes de l'aéroport de Hanovre a été fermée à cause de dégâts provoqués par la canicule.

Pendant le week-end, une tornade dans la région de Karlsruhe et de violents orages en Bavière ont fait au moins sept blessés et provoqué d'importants dégâts.

Situation similaire en Italie, où de violentes intempéries ont succédé pendant le week-end aux fortes chaleurs dans le centre et le Nord, provoquant la mort d'une femme de 32 ans, victime de la foudre.

La sécheresse dans le nord du pays « est l'une des pires des 30 dernières années », selon le syndicat agricole Coldiretti. Des centaines d'hectares ont été détruits pour des dégâts estimés à un milliard d'euros de source syndicale.

La Pologne prévoit une baisse de 20 % de la récolte de céréales en raison de la sécheresse, une situation qualifiée de « dramatique » par les autorités.

L'Autriche a enregistré un inhabituel 36,8 °C, proche du record absolu de chaleur qu'ait connu le pays.

En Hongrie, les températures flottent depuis huit jours au-dessus des 30 °C et devraient rester à ce niveau jusqu'au week-end prochain.

Températures élevées également aux Pays-Bas, où un numéro d'appel d'urgence a été mis en place pour conseiller les personnes âgées face à la chaleur.

Événement Formule gagnante

CR-V SE 2006

Prix de location à partir de

298 $*

par mois/48 mois

Taux de financement en location et à l'achat à partir de

1,9 %

0 $ **dépôt de sécurité**

Incluant **96 000 km** Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 8,0 L/100 km**

CR-V EX illustrés

En location ou à l'achat d'un CR-V EX

> 1000 $

en carte d'essence†

Civic DX 2006

Prix de location

218 $*

par mois/48 mois

0 $ **dépôt de sécurité**

Incluant **96 000 km** Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 5,7 L/100 km**

Berline Civic LX illustrée

HONDA

ÉVÉNEMENT FORMULE GAGNANTE

hondaquebec.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

HONDA

3415745A

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Berline Civic DX (modèle FA1526EX) : a) 218 $, b) 2 552 $, c) 13 016 $. CR-V Édition Spéciale (modèle RD7756EX) : a) 298 $, b) 4 196 $, c) 18 500 $. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Transmission manuelle pour le Civic. †La carte d'essence de 1 000 $ incluant les taxes est applicable à l'achat ou à la location du CR-V EX. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

Le frère libre

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Le Frère Untel n'est plus. Jean-Paul Desbiens est mort dimanche à l'âge de 79 ans. Ce nom ne dira pas grand-chose aux plus jeunes. Mais tous ceux qui ont vécu la Révolution tranquille s'en souviennent comme d'un courageux pionnier.

Frère mariste, enseignant à Chicoutimi, le frère Pierre-Jérôme est devenu une vedette en 1959 en faisant publier sous son pseudonyme, dans *Le Devoir*, des lettres dénonçant la piètre qualité de la langue parlée et enseignée au Québec, de même que la chape de plomb que faisait peser la hiérarchie religieuse sur la province. « Autant de coups de tonnerre dans le ciel lourd d'un Québec au bord du grand orage », raconte Jacques Hébert, qui publia ses chroniques aux Éditions de l'Homme sous le titre *Les Insolences du Frère Untel*.

Concernant la qualité de la langue française au Québec, Jean-Paul Desbiens disait que nous faisions face à un « problème de civilisation ». C'est encore vrai aujourd'hui.

Les choses que disait Jean-Paul Desbiens, quelques audacieux les disaient déjà. Toutefois, personne n'écrivait comme lui. Non seulement était-il particulièrement incisif (« J'écris à la hache »), mais il maniait brillamment la caricature et l'autodérision. De plus, il était libre penseur dans un milieu — le clergé — particulièrement hostile à la contestation. « On sent un homme qui parle, et c'est ce qui nous rejoint, avança André Laurendeau pour expliquer le succès phénoménal du livre. Des propos plus académiques et mieux surveillés laisseraient le lecteur indifférent. Lui nous devient vite très proche : c'est un don. Il éveille la sympathie. On l'aime. »

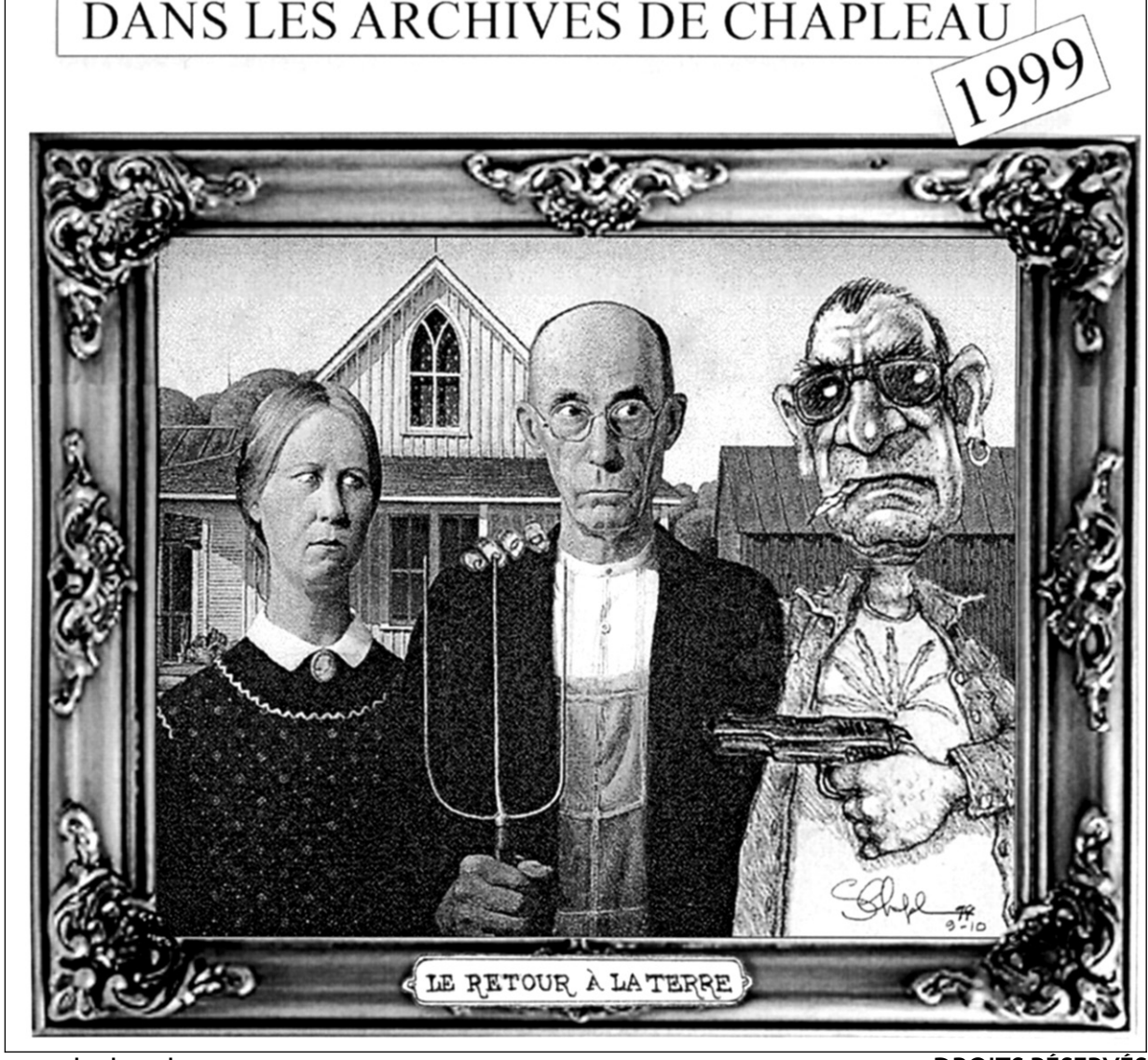
Relus presque 50 ans plus tard, les textes du Frère Untel sont évidemment, à plusieurs égards, démodés. Ce n'est cependant pas le cas de ses pages sur le français des jeunes, de la télévision, de l'école, qui pourraient presque avoir été écrites aujourd'hui. Par exemple : « Le joual est une langue désossée : les consonnes sont toutes escamotées. (...) On dit : *chu pas apable*, au lieu de : je ne suis pas capable ; on dit : *l'coach m'enweille cri les mit du gôleur*, au lieu de : le moniteur m'envoie chercher les gants du gardien, etc. »

////////////////////////

En 1959, Jean-Paul Desbiens attribuait la piètre qualité du français québécois à notre sous-développement : « Notre inaptitude à nous affirmer, notre refus de l'avenir, notre obsession du passé, tout cela se reflète dans le joual, qui est vraiment notre langue. » Il souhaitait que l'État intervienne pour faire respecter la langue française, par exemple dans l'affichage commercial. Une quinzaine d'années plus tard était adoptée la loi 101. Depuis, aucun doute, le français se porte beaucoup mieux au Québec. Mais tous sont à même de constater, comme l'ont fait les États généraux sur la situation de la langue française, que la qualité a été « la grande oubliée de la politique linguistique ».

Pourtant, il ne s'est toujours pas produit grand-chose à ce chapitre. Peut-être parce que c'est un domaine où, hors des écoles, l'État a peu de prise. Jean-Paul Desbiens disait que nous faisions face à un « problème de civilisation ». C'est encore vrai aujourd'hui. Il faudrait, pour en venir à bout, non pas des lois et des règlements mais un colossal effort collectif. La langue québécoise serait belle si les Québécois le voulaient. Avons-nous cette volonté ? C'est loin d'être sûr. Trop souvent, nous répondons à ceux qui nous sermonnent à ce sujet ce que rétorquaient ses élèves au Frère Untel : « Pourquoi se forcer pour parler autrement, on se comprend. »

DANS LES ARCHIVES DE CHAPLEAU



serge.chapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Une stratégie absurde

Ce n'est pas en affaiblissant le Liban qu'on le rendra capable de désarmer le Hezbollah

JEAN-PIERRE DERRIENNIC
L'auteur est professeur de science politique à l'Université Laval.

Dans les polémiques suscitées par le conflit entre Israël et ses voisins, revient sans cesse l'argument suivant : nos actions font des victimes innocentes, c'est regrettable mais nous n'en sommes pas responsables ; la responsabilité est celle de nos ennemis, contre qui nous exerçons notre droit de légitime défense. Utilisé aujourd'hui par les avocats d'Israël, cet argument l'a été aussi parfois par ses ennemis. Il devrait toujours être refusé par ceux qui s'efforcent de garder, face à ce conflit, le sens de la justice.

La riposte à une menace est justifiée à deux conditions : elle doit respecter une certaine proportionnalité avec la gravité de la menace à laquelle elle répond ; et elle doit être une défense effective, capable de diminuer ou d'éliminer cette menace, plutôt que d'ajouter seulement la violence à la violence. À ces deux titres, la politique israélienne envers le Liban est injustifiable.

Il y a une menace réelle contre Israël à partir du Liban. Dans les années 70, elle était le fait de l'OLP, aujourd'hui du Hezbollah. En 35 ans les missiles et les obus tirés par eux contre le nord d'Israël ont tué au total moins de civils israéliens que le nombre de civils libanais tués par les bombardements israéliens depuis une semaine. Cela ne tranche pas définitivement la question de la proportionnalité, mais en donne une mesure approximative.

L'action militaire des Israéliens contre le Liban constitue-t-elle une mesure de défense, peut-être excessive, mais quand même efficace pour protéger leur sécurité ? À cette question, l'histoire suggère très fortement une réponse négative. Pendant longtemps, la frontière libanaise ne représentait aucune menace pour les Israéliens. En 1968, ceux-ci commencent à lancer des attaques contre le Liban, d'abord en représailles pour des attentats commis par l'OLP en Europe, puis en riposte à des tirs contre le Nord d'Israël. Ces opérations israéliennes visaient des institutions du Liban, pour l'obliger à désarmer les Palestiniens. Le résultat fut exactement inverse, à cause de la faiblesse de l'armée libanaise et des compromis entre communautés qui caractérisent le système politique libanais. En affaiblissant l'État, les attaques israéliennes le rendirent encore moins capable d'imposer son autorité aux Palestiniens.

Libérés de la présence de l'OLP sur leur territoire depuis 1983, des soldats israéliens dans le Sud depuis 2000 et des soldats syriens depuis 2005, les Libanais viennent de reconstruire leur pays et ont depuis un an un gouvernement à peu près indépendant. Les attaques israéliennes ne visent pas seulement le Hezbollah, mais l'ensemble du Liban, ses routes, ses aéroports, les casernes de son armée, avec le même argument qu'en 1970 : c'est à l'État libanais de désarmer ceux qui utilisent son territoire pour attaquer Israël. Dans un autre contexte, l'argument pourrait être justifié. Il ne l'est pas ici : ce n'est pas en affaiblissant l'État libanais qu'on le rendra capable de faire ce qui est au-dessus de ses forces.

La faiblesse de l'État libanais est due à des caractéristiques qui ailleurs seraient considérées comme des vertus. C'est la société la moins militarisée du Moyen-Orient. L'armée israélienne, une des quatre ou cinq plus puissantes du monde, occupe la Cisjordanie et est incapable d'y éliminer complètement ceux qui organisent des attentats. Mais elle bombarde la très faible armée libanaise pour la rendre capable de désarmer le Hezbollah. Ce serait ridicule si ce n'était pas tragique. Le Liban est le seul État du Moyen-Orient fondé sur des compromis entre communautés plutôt que sur la domination de l'une d'entre elles. C'est pourquoi le Hezbollah, qui a un soutien important dans la communauté chiite, ne peut être désarmé qu'en étant intégré à la vie politique, processus qui était en cours depuis un an.

Il faut sûrement aider les autorités libanaises à contrôler leur propre territoire. Pour Israël, détruire certaines des positions du Hezbollah qui le menacent directement serait peut-être une mesure de défense légitime. Détruire le Liban et pousser les Libanais vers une nouvelle guerre civile est une stratégie d'autant plus criminelle qu'elle est absurde.

Face à cette stratégie, la connivence américaine et l'incapacité du Conseil de sécurité d'ordonner un cessez-le-feu sont révoltantes. Et l'approbation du premier ministre canadien l'est aussi. Le Canada n'a aucune influence sur Israël, seuls les États-Unis en ont une. Mais il ne faut pas sous-estimer notre influence au Liban, et le sentiment qu'auront beaucoup de Libanais d'avoir été trahis par nous. L'an dernier les pays occidentaux ont fait pression sur la Syrie pour qu'elle évacue le Liban. Ils ont eu raison de le faire et la majorité des Libanais s'en sont réjouis. Mais certains d'entre eux pensaient, à tort, que la présence militaire syrienne était nécessaire pour les protéger contre Israël. On est en train de leur donner raison : les Occidentaux font partir les Syriens ; un an après les Israéliens détruisent le Liban ; les Occidentaux laissent faire ; le gouvernement du Canada approuve. Je ne suis pas libanais, mais je peux imaginer comment je réagirais si je l'étais.

PHOTO HASSAN AMMAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans la ville de Tyr, les pelleteuses déblaient les décombres, à la recherche de cadavres tel que celui-ci enveloppé dans un sac plastique.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Une grande perte

J'ai eu l'occasion de connaître Monsieur Desbiens lorsque j'étais étudiant au Campus Notre-Dame de Foy. Cet homme attachant était un très grand pédagogue tout en demeurant ouvert sur l'avenir de la jeunesse québécoise. C'est une grande perte pour le Québec et c'est avec une profonde tristesse que j'accueille cette nouvelle, car ma profonde admiration pour cet homme ne s'éteindra jamais.

Jean-Yves Larose

Un modèle

C'est avec grand regret que je viens d'apprendre le décès du Frère Untel. Ce dernier m'a laissé des souvenirs impérissables au début des années 60, lorsqu'il enseignait à l'École commerciale de Chicoutimi. Je n'ai pas eu la chance de l'avoir comme professeur, cependant je me souviens très bien que chaque vendredi, vers 14h, c'était le rassemblement d'une quinzaine d'étudiants autour de son pupitre. Il entreprenait alors des échanges sur bien des sujets avec nous les « sans barbes » en faisant jouer le Boléro de Ravel qu'il affectionnait.
Ce valeureux enseignant, comme bien d'autres de sa Communauté et des Frères du Sacré-Coeur, ont été pour moi et bien d'autres jeunes des modèles de pensée exemplaires où la liberté de pensée côtoyait la responsabilisation de l'individu dans la société.
Notre société se porterait beaucoup mieux s'il y avait multiplications de ces hommes et femmes de la trempe du Frère Untel.
Mes plus profondes sympathies s'adressent à sa famille immédiate ainsi qu'aux membres de sa Communauté.

Jocelyn Gagnon, ingénieur

Un électrochoc

J'avais 18 ans. Mon père était propriétaire d'une petite librairie à Rimouski. J'y passais tous mes temps libres depuis que j'avais appris à lire.
Un jour, quelques exemplaires d'un petit livre noir, format de poche, apparaissent sur le comptoir de la librairie, les *Insolences du frère Untel*. Je n'y accorde pas tellement d'importance, trop occupé que je suis à « avaler tout cru » Dostoïevski. Et puis les petits livres noirs disparaissent. Une nouvelle pile de petits livres noirs apparaît. Je retourne à Dostoïevski. Et puis c'est la folie. Encore des petits livres noirs, et encore, et encore.
Les deux exemplaires de *Crime et Châtiment* que possède la librairie sont sur les tablettes depuis plus de deux ans y compris celui que j'ai lu sans écorner les pages pour que mon père puisse le vendre comme neuf.
Quelque chose de très important est en train de se produire. Et ça se passe ici et non plus dans la Russie du XIX^{e} siècle.
On ne dira jamais assez l'importance de l'électrochoc qu'a été ce petit frère venu de nulle part. Merci monsieur Dostoïevski, merci petit frère Untel.

Gilles Blais

Il a parlé

Le Frère Untel, malgré les voeux qui lui intimaient l'obéissance aveugle, a réalisé que s'il se taisait, c'est tout un peuple que l'on rendrait muet. Il a parlé. Et la Révolution tranquille a commencé. Sans cette dizaine d'années où les Québécois ont commencé à croire en eux-mêmes, à s'instruire, à se cultiver, nous ne serions pas ce que nous sommes aujourd'hui.
Il faut réaliser que nous avons une culture unique. Nous sommes un peuple malgré TOUT. L'oppression, la religion, la dépossession ne nous ont pas tués. Nous existons toujours. Mais pour combien de temps ??? Nous devons probablement au Frère Untel ce réveil, cette prise de conscience. Il l'a payé très cher, mais le sacrifice en a valu la peine. Vive la langue française ! Merci Jean-Paul Desbiens !

Michèle Bourgon

FORUM

Me Arbour et son conseil

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

S'il faut en croire Louise Arbour, la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Churchill et Roosevelt auraient dû être traduits en cour comme criminels de guerre. L'action militaire des Alliés, durant la Deuxième Guerre mondiale, n'a-t-elle pas fait d'effroyables dommages collatéraux chez les civils européens ?

Dans une sortie que l'on pourrait qualifier, au mieux, d'intempestive, Me Arbour affirmait la semaine dernière que le bombardement de villes « sans discrimination » revient à cibler des civils, et que « le bombardement de sites présumément militaires qui provoque invariablement la mort de civils innocents » est tout aussi injustifiable. Leurs auteurs, prévient-elle, pourraient être tenus criminellement responsables. Bref, Ehoud Olmert succéderait à Slobodan Milosevic à la barre du Tribunal pénal international dont Me Arbour fut le premier procureur !

Même si, en bonne onusienne, Me Arbour semble couper la poire en deux en adressant sa mise en garde aux parties en cause sans en nommer une seule, il est bien évident que c'est Israël qui se trouve principalement visé, puisque le droit international s'applique davantage aux chefs d'États souverains qu'aux milices terroristes comme le Hezbollah, qui se situent complètement en dehors du Droit.

Notons toutefois que Me Arbour n'a jamais trouvé le moyen de condamner le terrorisme dont Israël est victime depuis si longtemps. Ne sont-ce pas exclusivement les civils qui sont visés par les kamikazes qui se font exploser dans les pizzerias, les autobus et les centres commerciaux d'Israël ?

On n'a jamais, non plus, entendu Mme Arbour condamner les tirs de roquette lancés depuis des années sur le nord d'Israël par le Hezbollah, au mépris du fait que l'occupation israélienne est terminée depuis six ans et qu'il s'agissait chaque fois d'une intrusion illégale au-delà d'une frontière reconnue par l'ONU (et théoriquement surveillée par des troupes de « maintien de la paix » onusiennes qui sont aussi efficaces là-bas qu'au Rwanda — mais ceci est une autre histoire.

On se demande aussi quand Me Arbour nous dira si le fait de réclamer, gestes terroristes à l'appui, l'annihilation complète de l'État hébreu est conforme à sa conception des droits de l'homme.

////////////////////////////

Chose certaine, Me Arbour se trouve en parfaite symbiose avec l'organisme qu'elle préside.

La première réunion extraordinaire du nouveau conseil des droits de l'homme, le 6 juillet dernier, n'a eu pour but que de condamner les opérations militaires d'Israël à Gaza. Le Conseil s'est dit « profondément préoccupé par les violations des Droits de l'Homme à l'égard du peuple palestinien provoquées par l'occupation israélienne », ignorant délibérément le fait qu'Israël s'est retiré de Gaza l'an dernier et que la reprise des hostilités a été provoquée par l'incursion de terroristes du Hamas sur le sol même d'Israël. Les pays européens ont voté contre en protestant contre la partialité de la résolution, mais elle a été adoptée par 29 voix contre 11.

Me Arbour n'a jamais trouvé le moyen de condamner le terrorisme dont Israël est victime depuis si longtemps.

Il faut croire que ce ne sont que les péchés d'Israël qui intéressent ce Conseil, qui n'a pas encore réclamé de réunion extraordinaire pour étudier la question du Darfour. (Mais évidemment, là-bas, il n'y a pas de juifs d'impliqués, les massacres étant perpétrés par des Arabes musulmans contre des Noirs)

Le Conseil parrainé par l'ancienne juge de la Cour suprême du Canada est une sorte de réincarnation de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui était devenue la risée du monde entier, surtout quand elle s'est trouvée, en 2003, présidée par... la Libye. (Avant cela, en 2001, ladite Commission avait présidé à l'ignoble conférence de Durban, qui s'était vite transformée en un cirque dominé par l'antisémitisme le plus virulent).

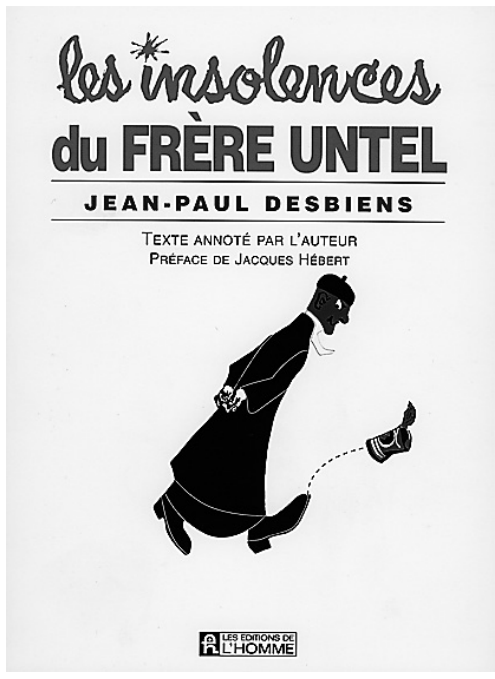
Le problème, c'est qu'on ne voit guère de différence entre la défunte Commission et le Conseil. Ce dernier comprend encore ces bastions de la protection des droits de l'homme que sont la Chine, l'Algérie, l'Arabie saoudite bien connue pour son respect des droits de la femme, Cuba où les dissidents et les syndicalistes indépendants pourrissent en taule, le Nigéria, le Pakistan, la Russie... Les États-Unis, qui ne font pas partie de l'aréopage, avaient exigé que les pays-membres soient élus aux deux tiers des voix, ce qui, au moins, aurait un peu limité les possibilités de tractations de basse-cour, mais on a finalement opté pour des élections à majorité simple.

Seule nouveauté, les États-membres se sont engagés, dixit Me Arbour, « à respecter les normes les plus strictes en matière de droits de l'homme ». Ah oui ? On a bien hâte de voir ça.

Une langue désossée

Cette absence de langue qu'est le joual est un cas de notre inexistence, à nous, les Canadiens français

En hommage à Jean-Paul Desbiens, décédé dimanche, nous reproduisons un extrait des *Insolences du Frère Untel*, publié en 1960. La plus récente édition du livre, parue en 1988 aux Éditions de l'homme, est toujours disponible en librairie.



Nos élèves parlent joual, écrivent joual et ne veulent pas parler ni écrire autrement. Le joual est leur langue. Les choses se sont détériorées à tel point qu'ils ne savent même plus déceler une faute qu'on leur pointe du bout du crayon en circulant entre les bureaux. « L'homme que je parle » — « nous allons se déshabiller » — etc... ne les hérisse pas. Cela leur semble même élégant. Pour les fautes d'orthographe, c'est un peu différent ; si on leur signale du bout du crayon une faute d'accord ou l'omission d'un s, ils savent encore identifier la faute. Le vice est donc profond : il est au niveau de la syntaxe. Il est aussi au niveau de la prononciation : sur vingt élèves à qui vous demandez leur nom, au début d'une classe, il ne s'en trouvera pas plus de deux ou trois dont vous saisirez le nom du premier coup. Vous devrez faire répéter les autres. Ils disent leur nom comme on avoue une impureté.

Le joual est une langue désossée : les consonnes sont toutes escamotées, un peu comme dans les langues que parlent (je suppose, d'après certains disques) les danseuses des Îles-sous-le-Vent : oula-oula-alao-alao. On dit : « chu pas apable », au lieu de : je ne suis pas capable ; on dit : « l'coach m'enweille cri les mit du gôleur », au lieu de : le moniteur m'envoie chercher les gants du gardien, etc... Remarquez que je n'arrive pas à signifier phonétiquement le parler joual. Le joual ne se prête pas à une fixation écrite. Le joual est une décomposition ; on ne fixe pas une décomposition, à moins de s'appeler Edgar Poe. Vous savez : le conte où il parle de l'hypnotiseur qui avait réussi à geler la décomposition d'un cadavre. C'est un bijou de conte, dans le genre horrible.

Cette absence de langue qu'est le joual est un cas de notre inexistence, à nous, les Canadiens français. On n'étudiera jamais assez le langage. Le langage est le lieu de toutes les significations. Notre inaptitude à nous affirmer, notre refus de l'avenir, notre obsession du passé, tout cela se reflète dans le joual, qui est vraiment notre langue. Je signale en passant l'abondance, dans notre parler, des locutions négatives. Au lieu de dire qu'une femme est belle, on dit qu'elle n'est pas laide ; au lieu de dire qu'un élève est intelligent, on dit qu'il n'est pas bête ; au lieu de dire qu'on se porte bien, on dit que ça va pas pire, etc...

Mes élèves ont reconnu qu'ils parlaient joual. L'un d'eux, presque fier, m'a même dit : « On est fondateur d'une nouvelle langue ! » Ils ne voient donc pas la nécessité d'en changer. « Tout le monde parle comme ça », me répondaient-ils. Ou encore : « On fait rire de nous autres si on parle autrement que les autres » ; ou encore, et c'est diabolique comme objection : « Pourquoi se forcer pour parler autrement, on se comprend. » Il n'est pas si facile que ça, pour un professeur, sous le coup de l'improvisation, de répondre à cette dernière remarque, qui m'a véritablement été faite cette après-midi-là.

Bien sûr qu'entre jouaux, ils se comprennent. La question est de savoir si on peut faire sa vie entre jouaux. Aussi longtemps qu'il ne s'agit que d'échanger des remarques sur la température ou le sport ; aussi longtemps qu'il ne s'agit de parler que du cul, le joual suffit amplement. Pour échanger entre primitifs, une langue de primitif suffit ; les animaux se contentent de quelques cris. Mais si l'on veut accéder au dialogue humain. le joual ne suffit plus. Pour peinturer une grange, on peut se contenter, à la rigueur, d'un bout de planche trempé dans de la chaux ; mais, pour peindre la Joconde, il faut des instruments plus fins.

On est amené ainsi au coeur du problème, qui est un problème de civilisation. Nos élèves parlent joual parce qu'ils pensent joual, et ils pensent joual parce qu'ils vivent joual, comme tout le monde par ici. Vivre joual, c'est Rock'n'Roll et hot-dog, party et balade en auto, etc... C'est toute notre civilisation qui est jouale. On ne réglera rien en agissant au niveau du langage lui-même (concours, campagnes de bon parler français, congres, etc...) C'est au niveau de la civilisation qu'il faut agir. Cela est vite dit, mais en fait, quand on réfléchit au problème, et qu'on en arrive à la question : quoi faire ? on est désespéré. Quoi faire ? Que peut un instituteur, du fond de son école, pour enrayer la déroute ? Tous ses efforts sont dérisoires. Tout ce qu'il gagne est aussitôt perdu. Dès quatre heures de l'après-midi, il commence d'avoir tort. C'est toute la civilisation qui le nie ; nie ce qu'il défend, piétine ou ridiculise ce qu'il prône. Je ne suis point vieux, point trop grincheux, j'aime l'enseignement, et pourtant, je trouve désespérant d'enseigner le français.

(...) Je me flatte de parler un français correct ; je ne dis pas élégant, je dis correct. Mes élèves n'en parlent pas moins joual : je ne les impressionne pas. J'ai plutôt l'impression que je leur échappe par moments. Pour me faire comprendre d'eux, je dois souvent recourir à l'une ou l'autre de leurs expressions jouales. Nous parlons littéralement deux langues, eux et moi. Et je suis le seul à parler les deux.

Quoi faire ? C'est toute la société canadienne-française qui abandonne. C'est nos commerçants qui affichent des raisons sociales anglaises. Et voyez les panneaux-réclame tout le long de nos routes. Nous sommes une race servile. Nous avons eu les reins cassés, il y a deux siècles, et ça paraît.

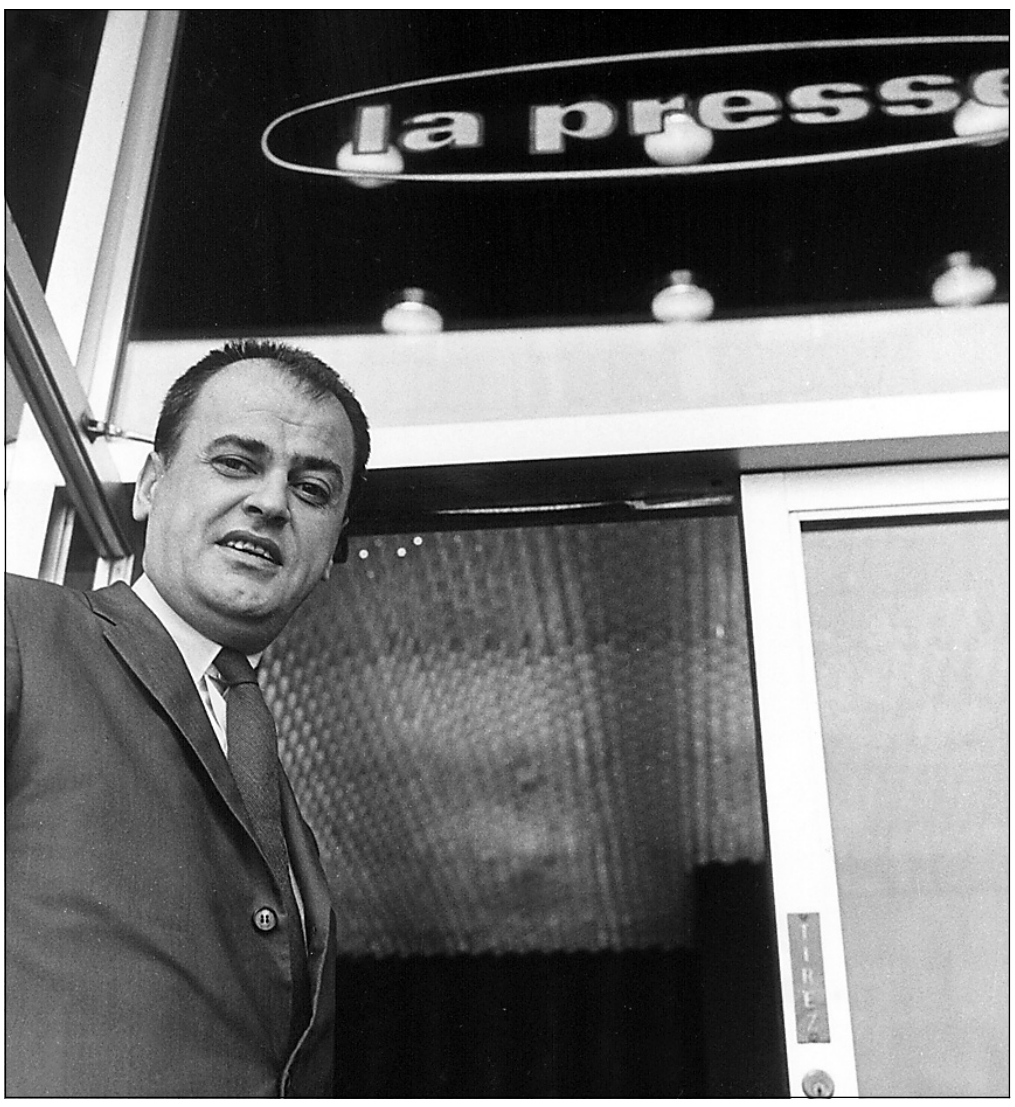


PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, ARCHIVES LA PRESSE ©

Jean-Paul Desbiens, ici photographié en 1970, a été éditorialiste en chef à *La Presse*.

APPEL À TOUS

Parlons-nous toujours joual?

Jean-Paul Desbiens, alias le Frère Untel, dénonça brillamment en 1959, dans des textes publiés par *Le Devoir*, la piètre qualité du français parlé au Québec. À votre avis, qu'en est-il aujourd'hui ? Parlons-nous toujours le joual que Desbiens critiquait à l'époque ? Notre langue écrite et parlée est-elle de meilleure qualité qu'autrefois ? Les jeunes s'expriment-ils mieux que ceux auxquels le Frère Untel enseignait ?

Faites-nous part en grand nombre de votre opinion. Un échantillon des textes les plus pertinents sera publié au cours des prochains jours.

Notre adresse : forum@lapresse.ca .

« Au Canada Taire de nos ailleux »

Un des textes du Frère Untel qui suscita le plus de réactions était le résultat d'une enquête faite par les professeurs de son école, à Chicoutimi. Les titulaires avaient demandé à leurs élèves d'écrire les paroles de l'hymne national du Canada. Les voici.

Au Canada
Taire...
de nos ailleux
Ton front est sein
ton front est sain
ton front des sains
ton front essaim de fleurons
ton front est sein de flocons
De fleurs en glorieux
et fleuri glorieux
de fleurs en orieux
de fleurs à glorieux
Quand on passe
car nos pas
quand qu'on part
quand ton pas
quand on pense
car ton corps, c'est porter l'épée
ces porter l'épée
Il s'est porté la croix
Ton histoire est une épépée
ton histoire est tu épopée
Des plus brillantes histoires
des plus brillants espoirs
Et cavaleurs
de froid trempé
de voir trembler
de foi tremper
de foie trempler
de voix tremblé
de foie trempé
de foi tremblée
de foie tremblay
Protégera nos foyers et nos voeux
ton foyer et ton bras
nos foyers et nos coeurs
nos fois et nos droits

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

ACCLAMÉE PAR LA CRITIQUE.
APPLAUDIE PAR LE PUBLIC.

mazda 3

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE

Pour une 3e année consécutive

LE GUIDE DE L'AUTO 2006

CLÉ D'OR

Meilleur véhicule
(catégorie voitures compactes)

Pour une 2e année consécutive

L'ANNUEL DE L'AUTOMOBILE 2006

vroum-vroum

Mazda3 GT avec Groupe GFX illustrée

Mazda3 Sport 5 portes GS illustrée

MAZDA3 GX 2006

LOUEZ À PARTIR DE

179 $

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 595 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MAZDA3 SPORT GS 2006

LOUEZ À PARTIR DE

219 $

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

– OU – OBTENEZ **3,9 %** DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS †

mazda

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1 800 263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

† 3,9 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur les Mazda3 2006 neuves. Financement à l'achat consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. * Taux de location personnalisée Mazda : Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS56AA00) et des Mazda3 Sport GS (D5SD56AA00) 2006 neuves de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 12 juillet 2006.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

3415356A

3416444